

RAPPORT-DIAGNOSTIC APPROFONDI

Réalisé le 01/07/2019
Dernière clôture le 30/06/2017
(exercice de 12 mois)

ENTREPRISE SPECIMEN

Dossier préparé et analysé par



21, rue Viète - 75017 PARIS

Tél. : +33 (0)1 42 67 52 56 - www.nota-pme.com

Limitation de responsabilité :

Les rapports sont basés sur des procédés de notation automatisés et fondés exclusivement sur des données financières. Les appréciations exprimées ici doivent être interprétées et relativisées notamment en fonction de la pertinence et de la fraîcheur des données introduites, ainsi qu'en fonction de la référence à un secteur d'activité pertinent et des conditions économiques dans leur ensemble. La responsabilité d'ORDIMEGA (Société propriétaire de l'outil NOTA-PME) et des parties prenantes aux développements de ses services en ligne ne saurait être engagée sur tout effet négatif, préjudice ou perte d'opportunité que ces services pourraient avoir suscité.



ENTREPRISE SPECIMEN

Dernière clôture le 30/06/2017 (exercice de 12 mois)

RAPPORT-DIAGNOSTIC APPROFONDI

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ENTREPRISE

Dénomination sociale : ENTREPRISE SPECIMEN
Adresse : Non disponible
SIREN : Non disponible
Code APE 2008 : 2670Z : Fabrication de matériels optique et photographique
Activité : Étude, fabrication, vente de matériel pour professions médicales et para-médicales.

SOMMAIRE

- 1 - LES PRINCIPAUX POINTS MARQUANTS DE LA SITUATION
- 2 - DIAGNOSTIC : LE POIDS ET LE SENS DES CHIFFRES
 - 2.1 - COMMENT LIRE ET INTERPRETER LES GRAPHIQUES ET TABLEAUX ?
 - 2.11 - Exemple de notation et son interprétation
 - 2.12 - Charte des tableaux d'indicateurs
 - 2.13 - De la notation au diagnostic financier
 - 2.2 - INDICE DE PERFORMANCE ET PROFIL DE L'ENTREPRISE
 - 2.3 - STRUCTURE DE L'ACTIVITÉ
 - 2.4 - LES PRINCIPAUX POINTS FAIBLES DE L'ENTREPRISE
 - 2.5 - LES PRINCIPAUX POINTS FORTS DE L'ENTREPRISE
 - 2.6 - CERTAINS POINTS DE VIGILANCE À SURVEILLER
 - 2.7 - LES PLUS GRANDS ÉCARTS DÉFAVORABLES PAR RAPPORT AU SECTEUR
 - 2.8 - LES PLUS GRANDS ÉCARTS FAVORABLES PAR RAPPORT AU SECTEUR
- 3 - DIAGNOSTICS DÉTAILLÉS DES INDICATEURS CLÉS
 - 3.1 - ECHELLE D'APPRÉCIATION DES RATIOS ET COMPARAISONS SECTORIELLES
 - 3.2 - L'ACTIVITÉ : STRUCTURE ET ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION
 - 3.3 - STRUCTURE DES CHARGES ET DES MARGES :
COMPTE DE RÉSULTAT ET SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION (SIG)
 - 3.4 - STRUCTURE GLOBALE DU BILAN, TRÉSORERIE ET SOLVABILITÉ
 - 3.5 - COMPOSANTES À LONG-MOYEN TERME DU BILAN : LE FONDS DE ROULEMENT (FR)
 - 3.6 - COMPOSANTES À COURT TERME DU BILAN :
LE BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (BFRE)
- 4 - JUSTIFICATION DE LA NOTE DES CRITERES D'APPRECIATION DE LA SITUATION DE L'ENTREPRISE
- 5 - A PROPOS DE NOTA-PME

1. LES PRINCIPAUX POINTS MARQUANTS DE LA SITUATION

Ce rapport se concentre sur la seule période 2017 soumise à l'analyse (Clôture le 30/06/2017).

L'examen de cette situation fait ressortir les points marquants suivants :

► LA PROFITABILITE OPERATIONNELLE

Il y a lieu de s'alerter au sujet de la **rentabilité de l'exploitation** (Résultat net/Produits d'exploitation), qui s'affiche en 2017 à -7,4% : ce niveau de performance s'avère **très défavorable**.

► LA RENTABILITE DU FINANCEMENT DES ASSOCIES OU ACTIONNAIRES

Point d'attention particulière : le taux de **rentabilité des capitaux** (Résultat net/Fonds propres et quasi-fonds propres) se situe à -21,5% en 2017 : il apparaît **extrêmement défavorable pour les associés**.

Il convient de noter un **taux de dilution des capitaux propres** qui atteint 17,7%, ce qui représente une **détérioration inquiétante**.

► LES BESOINS FINANCIERS GENERES PAR L'EXPLOITATION

Le **besoin en fonds de roulement d'exploitation** (BFRE) s'établit à 56,1% des produits d'exploitation, **tout à fait excessif**. Il est en outre **extrêmement pénalisant** par rapport au total du bilan, puisqu'il en représente 59,2%.

NB : rappelons que le Besoin en fonds de roulement d'exploitation et ses composantes (clients, stocks, fournisseurs...) peuvent être très sensibles en valeur absolue aux variations d'activité, notamment saisonnières. Leur niveau est aussi dépendant de la date de clôture des comptes. Il est cependant intéressant d'en analyser les ordres de grandeur, et surtout leur évolution dans le temps lorsque l'historique disponible le permet.

► LE POIDS DES STOCKS

Les stocks pèsent 46,18% du total du bilan, ce qui est **extrêmement significatif** en 2017.

La vitesse de **rotation du stock global/Produits d'exploitation**, de 157,7 jours d'activité, se révèle **d'une lenteur exceptionnelle**.

► LE POSTE CLIENTS

Le **délai moyen de règlements clients/Chiffre d'affaires TTC**, de 76,7 jours d'activité, peut être considéré comme **sortant significativement des normes, ce qui peut être très pénalisant pour le BFR et son évolution**.

► LE POSTE FOURNISSEURS

Avec 31,9 jours d'activité, le **délai moyen de règlements fournisseurs/Achats TTC** apparaît comme étant **relativement rapide, ne contribuant que modérément à l'amélioration du BFR**.

► DETTES A LONG MOYEN TERME ET CAPACITE DE REMBOURSEMENT

On notera une tension très forte sur le **taux d'endettement** (Dettes à long-moyen terme/fonds propres et quasi-fonds propres) qui s'élève à 124,2% en 2017, ce qui révèle donc un **taux d'endettement assez significatif**.

► LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT TECHNIQUE

Sous l'angle des investissements, remarquons en 2017 un niveau de vétusté des équipements **très avancé, marquant un certain vieillissement des immobilisations**, avec un **taux d'amortissement des immobilisations corporelles** de 85%.

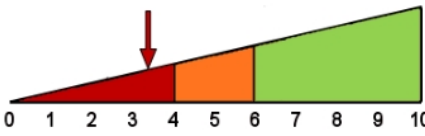
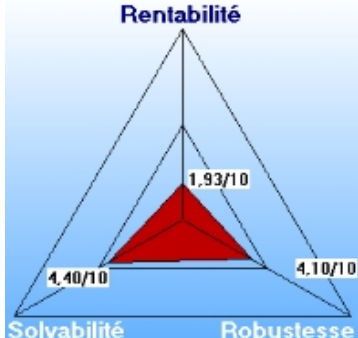
NB : ces appréciations devront être nuancées dans certains types d'activité dont les équipements sont comptablement amortis mais qui restent tout à fait opérationnels (il en est ainsi dans certaines activités artisanales), ou pour certains types d'investissements à amortissement rapide pour des raisons techniques (informatique par exemple) ou fiscales.

En outre, les investissements financés en crédit-bail doivent être pris en considération. S'il y en a, une estimation de leur degré d'obsolescence devient nécessaire.










2. DIAGNOSTIC : LE POIDS ET LE SENS DES CHIFFRES

2.1 - COMMENT LIRE ET INTERPRETER LES GRAPHIQUES ET TABLEAUX ?

2.11 - Exemple de notation et de son interprétation

<p>Clôture le 31/12/2010 Indice de performance financière : 3,38/10</p>  <p>Diagnostic assez pessimiste</p>	<p>L'indice de performance financière global se situe entre 0 et 10. L'entreprise est d'autant plus fragile que son indice de performance est éloigné sous la moyenne 5.</p> <p>Par exemple, ci-contre, l'indice de performance de l'entreprise de 3,38/10 suggère une situation particulièrement délicate.</p> <p>La zone verte caractérise les entreprises performantes, la zone orange dénote des fragilités significatives, la zone rouge de grandes difficultés.</p>
	<p>L'indice de performance financière global résulte d'une pondération des notes de trois piliers mesurant les performances et les équilibres de l'entreprise étudiée : rentabilité, robustesse, solvabilité.</p> <p>Ce triangle permet de percevoir d'un coup d'œil les points forts et points faibles de l'entreprise.</p> <p>Dans l'exemple ci-contre, la rentabilité constitue le problème majeur de l'entreprise (note de 1,93/10). La robustesse (4,10/10) et la solvabilité (4,40/10) contribuent également à dégrader l'indice de performance financière global de 3,38/10.</p>

2.12 - Charte des tableaux d'indicateurs

APPRECIATION INTRINSEQUE	QUALIFICATION DE L'INDICATEUR
	Très satisfaisant
	Assez problématique
	Extrêmement problématique ou ND (1)
EVOLUTION	SENS FAVORABLE / DEFAVORABLE
NB : L'accroissement ou la réduction peut être favorable ou défavorable selon l'indicateur considéré	
	Accroissement favorable
	Réduction favorable
	Accroissement défavorable
	Réduction défavorable
	Accroissement extrêmement défavorable ou ND (1)
	Réduction extrêmement défavorable ou ND (1)

Détail des indicateurs – Ce rapport-diagnostic approfondi fournit pour chaque indicateur analysé ci-dessous la définition et des explications détaillées sur l'appréciation synthétique fournie ici.

ND ou NS – Certains indicateurs peuvent être marqués ND ou NS. Cela signifie que leur calcul est rendu impossible pour diverses raisons, notamment un dénominateur nul, ou des signes négatifs à la fois au numérateur et au dénominateur (rendant alors l'indicateur mathématiquement mais artificiellement positif). Ces indicateurs ND ou NS sont classés parmi les points faibles car une telle configuration est probablement révélatrice d'un déséquilibre auquel il faut porter remède.

2.13 - De la notation au diagnostic financier

a - Cette notation n'a nullement vocation à concurrencer ou se substituer à la cotation de la Banque de France, ni aux scores des banques, des assureurs-crédit et des credit managers.

Elle vient au contraire utilement les compléter, en permettant à l'entreprise de mieux dialoguer avec ses partenaires financiers, en s'appuyant sur :

- Le rapprochement de sa propre note avec celle de ses partenaires financiers, ces deux notes restant sans doute assez proches (les mêmes causes produisant les mêmes effets) ;
- Le diagnostic associé mettant en évidence les points forts et points faibles que les analystes financiers ne manquent généralement pas de repérer.

b - Échelles d'appréciation des ratios et comparaisons sectorielles

Ces échelles d'appréciation ont été définies « à dire d'expert ».

■ Le positionnement par rapport au secteur

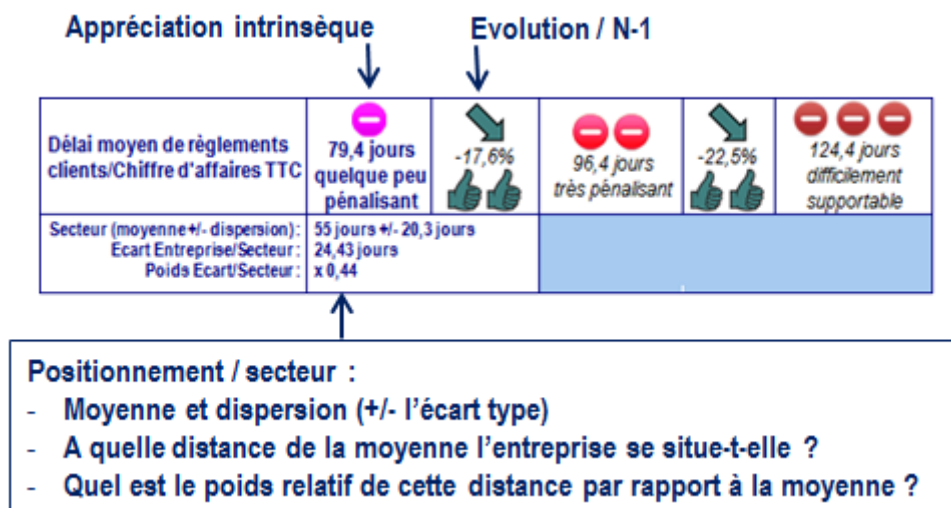
Simultanément, NOTA-PMÉ fournit pour chaque ratio analysé pour l'entreprise concernée la moyenne, et la dispersion (écart-type), de son secteur caractérisé par son code NAF (Nomenclature des Activités Françaises).

NB : ces valeurs statistiques (moyennes et écart-type) sont issues du logiciel PREFACE-OBS, développé et diffusé par ORDIMEGA depuis plus d'une dizaine d'années. Elles ont été déterminées selon une méthodologie très rigoureuse, et sont largement éprouvées par nombre d'utilisateurs professionnels et institutionnels (experts-comptables, Chambres de commerce, syndicats professionnels...).

C'est à partir de cette base de données que NOTA-PMÉ permet d'apprécier cette position, tant dans les tableaux que dans les graphiques.

■ Interprétation des tableaux

Les tableaux précisent les écarts (favorables ou défavorables) de chaque ratio par rapport à la moyenne et la dispersion sectorielles.



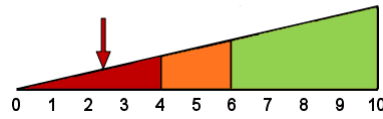
Ainsi, à la deuxième ligne du ratio, le lecteur du diagnostic dispose de l'information lui permettant d'apprécier l'écart de 24,43 jours par rapport au secteur (55 jours), ainsi que le poids relatif de l'écart par rapport au secteur exprimant ici que l'entreprise présente un délai client s'écartant de 0,44 fois de celui du secteur.

2.2 - INDICE DE PERFORMANCE ET PROFIL DE L'ENTREPRISE

DERNIER EXERCICE

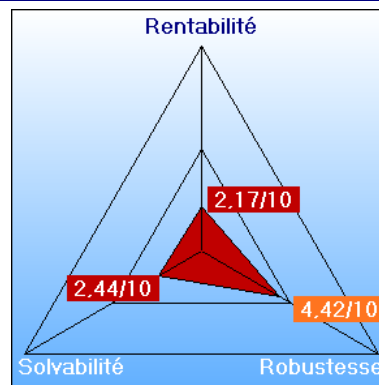
Clôture le 30/06/2017

Indice de Performance : **2,42/10**



Situation extrêmement fragile

Rentabilité, Solvabilité, Robustesse : les trois piliers de l'Indice de Performance



Critères favorables :

aucun.

Critères défavorables :

la rentabilité, la solvabilité et la robustesse.

QUE RECOUVRENT CES TROIS GRANDS CRITÈRES DE PERFORMANCE ET D'ÉQUILIBRE CONCOURANT AU CALCUL DE L'INDICE DE PERFORMANCE ?

La rentabilité - La note de ce critère de rentabilité globale apprécie tant la rentabilité de l'exploitation que celle des capitaux engagés dans l'entreprise.

La robustesse - Il s'agit d'apprécier la solidité de l'entreprise, sous l'angle du poids du long terme et de l'intensité capitalistique (fonds propres, immobilisations...), ou de l'importance des financements par l'exploitation (crédit fournisseurs, avances clients...) ; il intègre à l'opposé les facteurs susceptibles de déstabiliser l'entreprise (puissante exploitation s'appuyant sur un bilan fragile, endettement trop lourd...).

La solvabilité - Ce critère mesure les facteurs susceptibles de dégrader ou de renforcer les capacités de l'entreprise à faire face à ses obligations de règlement.

NB : la note de chaque critère est justifiée au paragraphe 4.

2.3 - STRUCTURE DE L'ACTIVITÉ






Voici la structure de l'activité pour l'exercice disponible.

INDICATEURS	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Valeur	
Chiffre d'affaires	489 304 EUR	
Produits d'exploitation	489 312 EUR	
Taux d'exportation	27,3% ⁽¹⁾	
Taux de marge sur achats	56,5%	
Valeur ajoutée	198 891 EUR 40,6% ⁽¹⁾	
Cette valeur ajoutée est répartie entre :		
Le personnel (salaires, charges sociales, participation...)	194 864 EUR	
	39,8% ⁽¹⁾	98% ⁽²⁾
L'Etat (impôts et taxes, impôt sur les sociétés)	3 356 EUR	
	0,7% ⁽¹⁾	1,7% ⁽²⁾
Les financeurs (charges et produits financiers)	2 375 EUR	
	0,5% ⁽¹⁾	1,2% ⁽²⁾
Les dotations aux amortissements et provisions	27 505 EUR	
	5,6% ⁽¹⁾	13,8% ⁽²⁾
Charges diverses	8 105 EUR	
	1,7% ⁽¹⁾	4,1% ⁽²⁾
Les propriétaires (résultat net)	-36 443 EUR	
	-7,4% ⁽¹⁾	-18,3% ⁽²⁾
(1) Pourcentage du chiffre d'affaires (2) Pourcentage de la valeur ajoutée		
NB : les codes couleurs d'appréciation utilisés dans les autres tableaux diagnostics ne s'appliquent pas ici ; on ne peut en effet aisément porter une appréciation sur le poids ou l'évolution de la valeur ajoutée et de ses composantes, car dépendant soit de choix stratégiques (internalisation ou externalisation, politique de financement...), soit de contraintes externes (contributions sociales et fiscales...), soit d'événements exceptionnels.		

2.4 - LES PRINCIPAUX POINTS FAIBLES DE L'ENTREPRISE

Les indicateurs ci-dessous sont dans une position précaire ou critique. Il importe de les mettre sous surveillance et de tout faire pour les amener ou ramener au plus vite dans la zone verte.

Secteur - Les moyennes et dispersions sectorielles se réfèrent au code NAF 2008 de l'entreprise : 2670Z (Fabrication de matériels optique et photographique). La dispersion exprime l'ampleur des écarts autour de la moyenne.	
INDICATEURS (Niveau de préoccupation décroissant)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
BFRE (Besoin en fonds de roulement d'exploitation)/Produits d'exploitation	 56,1% tout à fait excessif
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	7,3% +/- 13,4% 48,81% x 6,67
Résultat de l'exercice/Fonds propres et quasi fonds propres	 -21,5% extrêmement défavorable pour les associés
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	15,4% +/- 12,9% -36,89% x 2,39
Résultat de l'exercice/Fonds propres	 -21,5% extrêmement défavorable pour les actionnaires ou associés
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	16,5% +/- 13,7% -37,91% x 2,30
Taux de charges (ou produits si négatif) financiers/EBE	 353,9% supérieur à l'EBE, ce qui est difficilement supportable
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	2,6% +/- 3,2% 351,36% x 135,58
Actifs d'exploitation totaux/Total du bilan	 74,1% excessivement lourd à porter
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	36,9% +/- 12,2% 37,24% x 1,01
Taux d'amortissement des immobilisations incorporelles	 100% totale
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	52,4% +/- 33,6% 47,61% x 0,91
BFRE (Besoin en fonds de roulement d'exploitation)/Total du bilan	 59,2% extrêmement pénalisant
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	8,9% +/- 14,8% 50,2% x 5,61






INDICATEURS (Niveau de préoccupation décroissant)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Taux d'amortissement des immobilisations corporelles	 85% <i>très avancé, marquant un certain vieillissement des immobilisations</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	66,8% +/- 11,9% 18,16% x 0,27
Rotation du stock global/Produits d'exploitation (nombre de jours)	 157,7 jours <i>d'une lenteur exceptionnelle</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	67,8 jours +/- 28,1 jours 89,93 jours x 1,33
Délai moyen de règlements fournisseurs net des avances fournisseurs en jours d'achats	 18,8 jours <i>assez court, ne contribuant que très faiblement à l'amélioration du BFR</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	67,4 jours +/- 34,7 jours -48,68 jours x 0,72
Résultat courant avant impôt/Produits d'exploitation	 -7,6% <i>très défavorable</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	4,5% +/- 5,3% -12,12% x 2,70
Dettes fournisseurs diminuées des avances fournisseurs/Total du bilan	 3,1% <i>ressource insignifiante</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	11,4% +/- 5,3% -8,33% x 0,73

2.5 - LES PRINCIPAUX POINTS FORTS DE L'ENTREPRISE

Voici les **bonnes nouvelles dans ce diagnostic**. Il s'agit donc de continuer à maîtriser au mieux ces indicateurs favorables, notamment en repérant ceux qui ont tendance à se dégrader afin d'en rechercher les causes et les voies susceptibles d'en stopper la régression.




Secteur - Les moyennes et dispersions sectorielles se réfèrent au code NAF 2008 de l'entreprise : 2670Z (Fabrication de matériels optique et photographique).
La **dispersion** exprime l'ampleur des écarts autour de la moyenne.



INDICATEURS (Niveau de satisfaction décroissant)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Capitaux permanents totaux/Total du bilan	 71,5% assez massifs
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	58,4% +/- 13,5% 13% x 0,22
Immobilisations totales/Total du bilan	 6,6% assez faible
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	22% +/- 12,9% -15,43% x 0,70
Fonds de roulement/Total du bilan	 63,9% exceptionnellement positif
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	31,1% +/- 20,7% 32,75% x 1,05
Poids du long terme/court terme	 71,5% très puissant
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	61,4% +/- 11,4% 10% x 0,16
Total du bilan/Produits d'exploitation	 94,9% relativement solide
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	98,9% +/- 26,9% -4% x 0,04
Charges constatées d'avance et créances diverses hors exploitation/Total du bilan	 3,4% quasi nulles
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	12,5% +/- 6,4% -9% x 0,73
BFRH (Besoin en fonds de roulement hors exploitation)/Total du bilan	 -1,5% très légèrement négatif
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	0% +/- 10,7% -1,53% x 107,12

INDICATEURS (Niveau de satisfaction décroissant)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Charges constatées d'avance et créances diverses hors exploitation/Produits d'exploitation (en jours)	 11,7 jours <i>assez modéré</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	49,9 jours +/- 34,2 jours -38,28 jours x 0,77
Produits constatés d'avance et dettes diverses hors exploitation/Total du bilan	 4,9% <i>quasi nulles</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	2,1% +/- 4,3% 2,8% x 1,31
Durée moyenne d'avances fournisseurs/Achats TTC (en nombre de jours)	 13,1 jours <i>très faible</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	0,1 jour +/- 0,4 jour 13 jours x 118,37
Capitaux propres/Total du bilan	 31,9% <i>assez consistant</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	40,8% +/- 15,6% -8,86% x 0,22
Capitaux propres et quasi fonds propres/Total du bilan	 31,9% <i>assez consistant</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	44,3% +/- 14,5% -12,42% x 0,28

2.6 - CERTAINS POINTS DE VIGILANCE À SURVEILLER

Les indicateurs ci-dessous sont dans une position précaire. Il importe de les mettre sous surveillance et de tout faire pour les amener ou ramener au plus vite dans la zone verte.

Secteur - Les moyennes et dispersions sectorielles se réfèrent au code NAF 2008 de l'entreprise : 2670Z (Fabrication de matériels optique et photographique). La dispersion exprime l'ampleur des écarts autour de la moyenne.	
INDICATEURS (Niveau de préoccupation décroissant)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Créances clients non mobilisées et mobilisées/Total du bilan	 25,8% très significatif
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	15,7% +/- 7,9% 10% x 0,64
Créances clients non mobilisées et mobilisées diminuées des avances clients/Total du bilan	 25,7% très significatif
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	11,7% +/- 9% 13,98% x 1,20
Trésorerie nette/Total du bilan	 6,2% légèrement excédentaire
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	18,7% +/- 13,8% -12,4% x 0,66
Trésorerie Actif moins Passif retraitée du BFRE négatif/Total du bilan	 6,2% légèrement excédentaire
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	12,4% +/- 13,5% -6,11% x 0,49
Trésorerie nette/Produits d'exploitation	 5,9% légèrement excédentaire
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	17,1% +/- 13,1% -11,18% x 0,65
Taux de charges (ou produits si négatif) financiers/Produits d'exploitation	 0,5% niveau de charges et produits financiers très anecdotique
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	0,3% +/- 0,4% 0,16% x 0,47
Dettes sociales et fiscales/Produits d'exploitation en jours	 32,9 jours très mesurées
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	33,5 jours +/- 8,5 jours -0,63 jour x 0,02

INDICATEURS (Niveau de préoccupation décroissant)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Dettes d'exploitation totales/Total du bilan	 15% <i>significatif</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	27,2% +/- 9% -12,21% x 0,45
Produits constatés d'avance et dettes diverses hors exploitation/Produits d'exploitation (en jours)	 16,9 jours <i>relativement acceptable</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur :	6,9 jours +/- 11,2 jours 9,96 jours x 1,44

2.7 - LES PLUS GRANDS ÉCARTS DÉFAVORABLES PAR RAPPORT AU SECTEUR

Voici les indicateurs et ratios présentant les plus grands écarts **défavorables** par rapport au secteur d'activité de l'entreprise.









Calcul et interprétation des écarts à la moyenne du secteur









Pour chaque indicateur, le poids relatif de l'écart par rapport à la moyenne sectorielle est le facteur multiplicateur qui, appliqué à la valeur de l'indicateur pour le secteur, donne la valeur de cet indicateur pour l'entreprise. Plus le poids est élevé, plus l'entreprise est éloignée de la moyenne de son secteur (sous réserve que son code NAF soit conforme à son activité principale).



Par exemple :

Délai moyen de règlements clients/Chiffre d'affaires TTC

- Pour l'entreprise : 60 jours
- Pour le secteur : 90 jours
- Ecart Entreprise/Secteur : 30 jours
- Poids Ecart / Secteur : 0,67

Secteur - Les moyennes et dispersions sectorielles se réfèrent au code NAF 2008 de l'entreprise : <u>2670Z (Fabrication de matériels optiques et photographiques)</u> La dispersion exprime l'ampleur des écarts autour de la moyenne.	
INDICATEURS ET ECARTS (De l'écart maximum à l'écart minimum)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Délai possible de remboursement des DLMT nettes de trésorerie excédentaire (en années)	 NS impossible à calculer
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	0,7 an +/- 1 ans NS NS
Délai possible de remboursement des DLMT (en années)	 NS impossible à calculer
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	1 an +/- 0,8 an NS NS
Taux de charges (ou produits si négatif) financiers/EBE	 353,9% supérieur à l'EBE, ce qui est difficilement supportable
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	2,6% +/- 3,2% 351,36% x 135,58
Durée moyenne d'avances fournisseurs/Achats TTC (en nombre de jours)	 13,1 jours très faible
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	0,1 jour +/- 0,4 jour 13 jours x 118,37

INDICATEURS ET ECARTS (De l'écart maximum à l'écart minimum)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Dettes à long-moyen terme nettes de la trésorerie excédentaire / Fonds propres et quasi fonds propres	 104,6% <i>taux d'endettement net de trésorerie très significatif</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	5,1% +/- 13,2% 99,52% x 19,63
Dettes à long-moyen terme / Fonds propres et quasi fonds propres	 124,2% <i>taux d'endettement assez significatif</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	13,3% +/- 17,9% 110,94% x 8,37
BFRE (Besoin en fonds de roulement d'exploitation)/Produits d'exploitation	 56,1% <i>tout à fait excessif</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	7,3% +/- 13,4% 48,81% x 6,67
Dettes à long et moyen terme/Total du bilan	 39,6% <i>contribution au financement structurel extrêmement puissante, au risque du surendettement</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	5,8% +/- 7,2% 33,77% x 5,79
BFRE (Besoin en fonds de roulement d'exploitation)/Total du bilan	 59,2% <i>extrêmement pénalisant</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	8,9% +/- 14,8% 50,2% x 5,61
Taux de dilution des capitaux propres	 17,7% <i>détérioration inquiétante</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	3,5% +/- 9,1% 14,21% x 4,11
Résultat courant avant impôt/Produits d'exploitation	 -7,6% <i>très défavorable</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	4,5% +/- 5,3% -12,12% x 2,70

INDICATEURS ET ECARTS (De l'écart maximum à l'écart minimum)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Résultat de l'exercice/Fonds propres et quasi fonds propres	 -21,5% <i>extrêmement défavorable pour les associés</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	15,4% +/- 12,9% -36,89% x 2,39

2.8 - LES PLUS GRANDS ÉCARTS FAVORABLES PAR RAPPORT AU SECTEUR

Voici les indicateurs et ratios présentant les plus grands écarts **favorables** par rapport au secteur d'activité de l'entreprise.

Calcul et interprétation des écarts à la moyenne du secteur


Pour chaque indicateur, le poids relatif de l'écart par rapport à la moyenne sectorielle est le facteur multiplicateur qui, appliqué à la valeur de l'indicateur pour le secteur, donne la valeur de cet indicateur pour l'entreprise. Plus le poids est élevé, plus l'entreprise est éloignée de la moyenne de son secteur (sous réserve que son code NAF soit conforme à son activité principale).


Par exemple :

Délai moyen de règlements clients/Chiffre d'affaires TTC

- Pour l'entreprise : 60 jours
- Pour le secteur : 90 jours
- Ecart Entreprise/Secteur : 30 jours
- Poids Ecart / Secteur : 0,67

Secteur - Les moyennes et dispersions sectorielles se réfèrent au code NAF 2008 de l'entreprise : **2670Z (Fabrication de matériels optique et photographique)**.
La **dispersion** exprime l'ampleur des écarts autour de la moyenne.

INDICATEURS ET ECARTS (De l'écart maximum à l'écart minimum)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
BFRH (Besoin en fonds de roulement hors exploitation)/Total du bilan	 -1,5% très légèrement négatif
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	0% +/- 10,7% -1,53% x 107,12
Produits constatés d'avance et dettes diverses hors exploitation/Total du bilan	 4,9% quasi nulles
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	2,1% +/- 4,3% 2,8% x 1,31
Fonds de roulement/Total du bilan	 63,9% exceptionnellement positif
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	31,1% +/- 20,7% 32,75% x 1,05
BFRH (Besoin en fonds de roulement hors exploitation) négatif/Total du bilan	 -1,5% très légèrement négatif
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	-3,1% +/- 7,4% 1,56% x 0,51

INDICATEURS ET ECARTS (De l'écart maximum à l'écart minimum)	Clôture le 30/06/2017 (12 mois) Appréciation
Dettes sociales et fiscales/Total du bilan	 9,6% <i>insignifiante</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	6,7% +/- 4,5% 2,96% x 0,44
Immobilisations totales/Total du bilan	 6,6% <i>assez faible</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	22% +/- 12,9% -15,43% x 0,70
Dettes d'exploitation totales/Total du bilan	 15% <i>significatif</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	27,2% +/- 9% -12,21% x 0,45
Poids du long terme/court terme	 71,5% <i>très puissant</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	61,4% +/- 11,4% 10% x 0,16
Charges constatées d'avance et créances diverses hors exploitation/Produits d'exploitation (en jours)	 11,7 jours <i>assez modéré</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	49,9 jours +/- 34,2 jours -38,28 jours x 0,77
Charges constatées d'avance et créances diverses hors exploitation/Total du bilan	 3,4% <i>quasi nulles</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	12,5% +/- 6,4% -9% x 0,73
Capitaux permanents totaux/Total du bilan	 71,5% <i>assez massifs</i>
Secteur (moyenne +/- dispersion) : Ecart Entreprise/Secteur : Poids Ecart/Secteur : 	58,4% +/- 13,5% 13% x 0,22

3. DIAGNOSTICS DÉTAILLÉS DES INDICATEURS CLÉS

3.1 - ECHELLES D'APPRÉCIATION DES RATIOS ET COMPARAISONS SECTORIELLES

3.11 - L'appréciation intrinsèque de chaque indicateur qualifié

Ces échelles d'appréciation ont été définies « à dire d'expert ».

Ces appréciations sont intrinsèques, exprimées indépendamment de l'appartenance sectorielle; elles ont essentiellement vocation à exprimer l'impact favorable ou défavorable que le ratio peut avoir sur les performances et la structure financière de l'entreprise.

Par exemple, le « Délai moyen de règlement clients / Chiffre d'affaires HT » est apprécié par rapport à l'échelle suivante :

<i>Excellent</i>	<i>Inférieur à 10 jours</i>
<i>Bon</i>	<i>Entre 10 et 45 jours</i>
<i>Moyen</i>	<i>Entre 45 et 75 jours</i>
<i>Médiocre</i>	<i>Entre 75 et 90 jours</i>
<i>Mauvais</i>	<i>Entre 90 et 120 jours</i>

Ainsi, pour une entreprise donnée, un délai de règlement de 88 jours sera qualifié d'intrinsèquement « médiocre », même si elle appartient à un secteur dont le délai moyen est de 110 jours.

D'une manière générale, l'appréciation intrinsèque ne fait donc pas directement référence à la position relative du ratio par rapport au secteur, meilleure ou moins bonne que la moyenne sectorielle.

3.12 Le positionnement par rapport au secteur

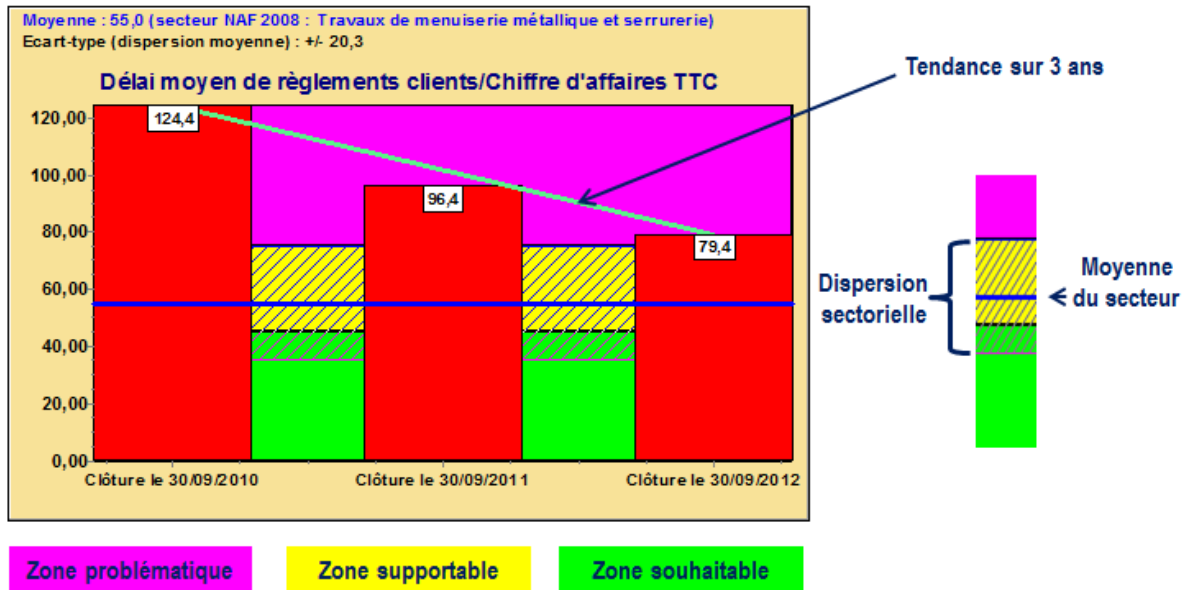
Simultanément, NOTA-PME fournit pour chaque ratio analysé pour l'entreprise concernée la moyenne, et la dispersion (écart-type), de son secteur caractérisé par son code NAF (Nomenclature des Activités Françaises).

NB : ces valeurs statistiques (moyennes et écart-type) sont issues du logiciel PREFACE-OBS, développé et diffusé par ORDIMEGA depuis une dizaine d'années. Elles ont été déterminées selon une méthodologie très rigoureuse, et sont largement éprouvées par nombre d'utilisateurs professionnels et institutionnels (experts-comptables, Chambres de commerce, syndicats professionnels...).

C'est à partir de cette base de données que NOTA-PME permet d'apprécier cette position, tant dans les tableaux que dans les graphiques.

3.13 – Interprétation des graphiques

Dans le Rapport complet, les graphiques fournissent de nombreuses informations, telles que par exemple ici pour le « Délai moyen de règlement clients / Chiffre d'affaires TTC » :



Dans le cas présent, l'entreprise voit son ratio se réduire favorablement de 124,4 jours à 79,4 jours.

Cependant, si l'on se réfère à la partie rose du fond coloré qui représente la « zone problématique » (plus de 70 jours de crédit clients), il apparaît que le ratio s'y maintient, et reste donc un réel point faible, même s'il s'améliore sensiblement.

Sur ce même graphique est présentée la statistique du secteur de l'entreprise (ici, NAF 2008 : Travaux de menuiserie et serrurerie) : la ligne bleue représente la moyenne (ici 55 jours), et la zone hachurée la dispersion (+/- 20,3 jours). Cette représentation permet de déduire que :

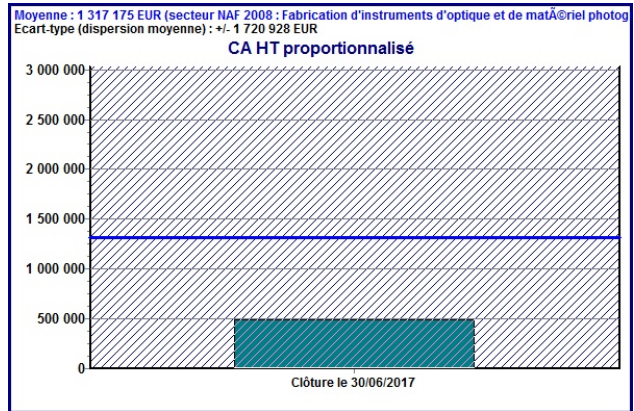
- La moyenne est dans la « zone supportable » jaune (entre 50 et 70 jours) ;
- Le rail sectoriel hachuré se situe principalement dans la « zone supportable » jaune, mais déborde dans la « zone souhaitable » verte (moins de 50 jours).

3.2 - L'ACTIVITÉ : STRUCTURE ET ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ENTREPRISE

DEFINITION

Le **chiffre d'affaires** ressort à 489 304 EUR.



3.3 - STRUCTURE DES CHARGES ET DES MARGES : COMPTE DE RÉSULTAT ET SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION (SIG)

Examinons à présent la cascade des soldes intermédiaires de gestion.

Soldes intermédiaires de gestion	2017 (EUR) 12 mois	% /Prod.
<i>Produits d'exploitation</i>	489 312	100,0%
<i>(-) Achats et variations de stocks</i>	212 888	43,5%
<i>Marge sur coûts d'achat</i>	276 424	56,5%
<i>(-) Services externes</i>	77 533	15,8%
<i>Valeur ajoutée</i>	198 891	40,6%
<i>(-) Charges internes</i>	198 220	40,5%
<i>dont charges salariales globales</i>	194 864	39,8%
<i>Excédent brut d'exploitation (EBITDA)</i>	671	0,1%
<i>(-) Dotations et autres charges d'exploitation</i>	35 610	7,3%
<i>Résultat d'exploitation (EBIT)</i>	-34 939	-7,1%
<i>(-) Charges (+) Produits financiers</i>	2 375	0,5%
<i>Résultat courant avant impôt</i>	-37 314	-7,6%
<i>(-) Impôt sur les sociétés</i>	0	0,0%
<i>(-/+) Autres charges et produits exceptionnels</i>	-871	-0,2%
<i>Résultat de l'exercice</i>		

LE TAUX DE MARGE SUR ACHATS

DEFINITION

Le taux de marge sur achats par rapport aux produits d'exploitation permet de percevoir l'indépendance de l'entreprise par rapport à ses fournisseurs lorsqu'il est élevé, ou au contraire sa dépendance si ce taux est faible, induisant dans ce cas une forte sensibilité aux fluctuations sur les prix des approvisionnements.

Un taux faible dénote en particulier le rôle important que doit jouer la fonction Achats-approvisionnements dans l'entreprise.

A structure constante, une amélioration de ce taux peut être expliquée par quatre facteurs possibles :

** une réduction des coûts d'achat (amélioration sectorielle des tarifs, meilleurs prix obtenus des fournisseurs en particulier en cas d'accroissement des volumes renforçant la capacité de négociation, ou diversification de ces fournisseurs)*

** une productivité interne mieux maîtrisée (moins de consommations et donc d'achats à volumes de ventes constants)*

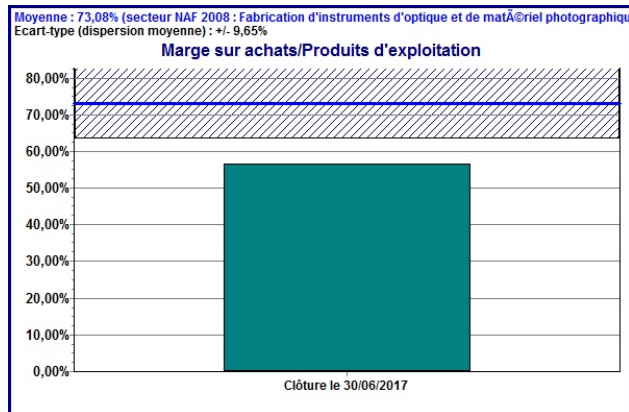
* un accroissement des prix de vente

* une diversification orientant vers des activités consommant moins ou pas de matières ou de marchandises.

Inversement, ces facteurs d'évolution, lorsqu'ils sont défavorables, dégradent évidemment la marge sur achats.

NB : Un faible taux de marge sur achats dénote généralement un taux de charges variables élevé.

On observe un **taux de marge sur achats non négligeable** de 56,5%.



LA VALEUR AJOUTÉE

DEFINITION

La valeur ajoutée exprime la contribution de l'entreprise dans la chaîne économique, en complément de la valeur qu'elle achète en amont à ses fournisseurs. Elle mesure donc la marge dégagée après achats de marchandises, de matières et de services externes. Cette marge sera ventilée entre les différents facteurs et acteurs impliqués directement dans sa propre production, principalement :

- * l'Etat (divers impôts, en particulier locaux, à l'exclusion de l'impôt sur les sociétés dont la base de calcul est constituée par les bénéfices) ;
- * le personnel et les organismes de protection sociale (salaires et charges sociales, participation) ;
- * les partenaires financiers et les actionnaires (frais financiers et dividendes) ;
- * l'entreprise elle-même (autofinancement).

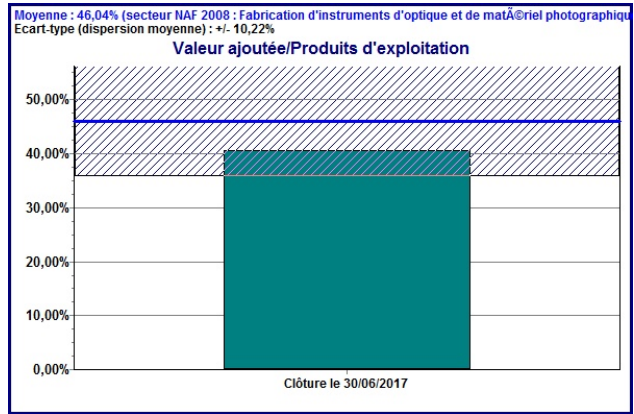
La valeur ajoutée est d'autant plus faible que les charges variables dominent les charges fixes (par exemple dans le cas de forte sous-traitance, ou d'activité de négoce). A l'opposé, une forte valeur ajoutée est généralement liée à une forte internalisation induisant un niveau de charges fixe élevé.

Le niveau du taux Valeur ajoutée / Produits d'exploitation et de ses variations n'est pas en soi bon ou mauvais. Un accroissement de ce taux peut provenir d'un ou plusieurs des mécanismes suivants :

- * un accroissement des produits supérieur aux coûts de structure (meilleure productivité) ;
- * une meilleure politique d'achats (marchandises, matières ou sous-traitance) ;
- * une réduction du recours à la sous-traitance (par une tendance à l'internalisation).

Les mécanismes symétriques contribuent à réduire le taux de valeur ajoutée / produits d'exploitation.

Le **taux de valeur ajoutée** de 40,6% se révèle très moyenne.



Notons le poids des **charges salariales globales (hors intérim)** de 194 864 EUR.

LES TAUX D'EBE (EBITDA) ET D'EBIT

DEFINITION

L'Excédent brut d'exploitation (EBE) est également souvent nommé EBITDA en le rapprochant de l'indicateur anglo-saxon Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization (même si sa composition n'est pas strictement identique).

Parfois nommé "Résultat opérationnel", il mesure la richesse dégagée par l'activité courante de l'entreprise, avant et indépendamment de toute contrainte ou décision prise en matière de financement, d'amortissements et de provisions, de distribution des bénéfices, ou fiscale.

Il est calculé en retranchant de la valeur ajoutée les charges internes (charges de personnel et impôts et taxes hors impôt sur les sociétés). Ce solde intermédiaire de gestion représente la source financière disponible pour :

** maintenir et accroître le potentiel de production de l'entreprise (amortissements et investissements) ;*

** financer les obligations générées par l'endettement sous forme de frais financiers, et de remboursement des emprunts (service de la dette) ;*

** payer l'impôt sur les sociétés ;*

** rémunérer les associés ou actionnaires (dividendes), et la participation des salariés.*

Ce taux permet de suivre l'évolution de la performance opérationnelle (commerciale et industrielle) de l'entreprise. Son amélioration dégage des marges de manœuvre supérieures et une plus forte capacité bénéficiaire.

FORMULE

En pourcentage

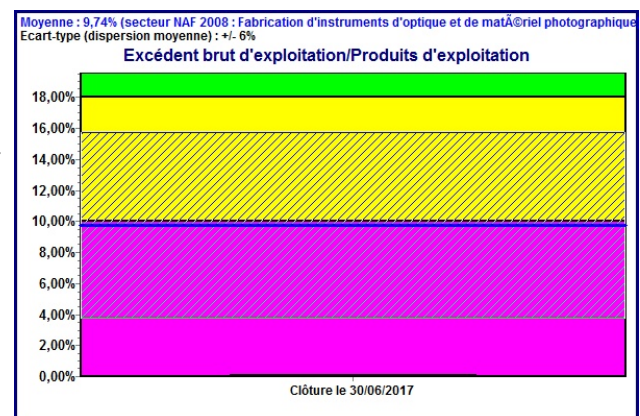
$(\text{Produits d'exploitation} - \text{Charges d'exploitation}) / \text{Produits d'exploitation} * 100$

$(FR - (FS + FT + FU + FV + FW + FX + FY + FZ)) / FR * 100$

ECHELLE D'APPRECIATION

Supérieur à 35%	Excellent
Entre 18% et 35%	Bon
Entre 7% et 18%	Moyen
Entre 1% et 7%	Médiocre
Entre -5% et 1%	Mauvais
En-deçà de -5%	Très mauvais

Premier indicateur de rentabilité, le **taux d'excédent brut d'exploitation/Produits d'exploitation** (ou Taux d'EBITDA) est **pratiquement nul**, à un niveau de 0,1%.



Autre indicateur de rentabilité, le **résultat d'exploitation (EBIT)** est de -34 939 EUR.

On remarque en 2017 un retour à zéro des Opérations en commun.

LES TAUX DE CHARGES ET DE PRODUITS FINANCIERS

DEFINITION

Il s'agit d'apprécier l'impact des charges et produits induits par la politique de financement et d'investissement (ou au contraire de sous-traitance) menée par l'entreprise. Ces coûts (ou revenus) des capitaux sont également influencés par les besoins en fonds de roulement.

Les charges et produits financiers regroupent plusieurs catégories :

** les frais financiers à court terme (agios de découvert et de mobilisation des créances tels que l'escompte, l'affacturage, le Dailly...);*

** les éventuels produits financiers à court terme générés par les placements de liquidités ;*

** les frais financiers à long terme (sur emprunts, comptes courants d'associés bloqués...), y compris idéalement une estimation des frais financiers inclus dans les annuités de crédit-bail (analysés comme des agios d' "emprunts") ;*

* d'éventuels autres frais et produits financiers (par exemple générés dans le cadre de relations société mère / filiales).

Le poids de ces charges financières sera d'autant plus important que l'entreprise éprouve des difficultés à réunir des fonds propres et à alimenter son développement par autofinancement (les bénéfiques et dotations aux amortissements et provisions, moins la distribution de dividendes).

NB : en toute rigueur, les services bancaires (notamment des commissions de tenue de compte, d'ouverture de crédit, de caution...) n'entrent pas dans cette catégorie, mais constituent une charge externe. Cependant, le poids relatif généralement très faible de ces charges autorise à les assimiler à des charges financières.

FORMULE

En pourcentage

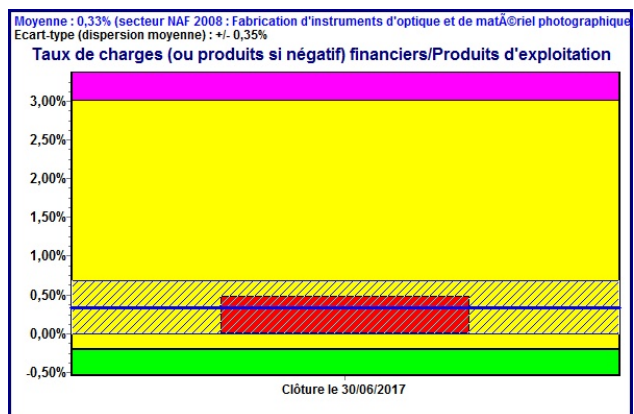
$(+ \text{ Charges financières} - \text{ Produits financiers}) / \text{ Produits d'exploitation} * 100$

$(GU - GP) / FR * 100$

ECHELLE D'APPRECIATION

Inférieur à -4%	Excellent
Entre -4% et 1%	Bon
Entre 1% et 3%	Moyen
Entre 3% et 5%	Médiocre
Entre 5% et 7%	Mauvais
Au-delà de 7%	Très mauvais

Le taux de **charges et produits financiers** de 0,5% des produits d'exploitation est quant à lui **niveau de charges et produits financiers très anecdotique**.



LE RESULTAT COURANT (RCAI)

DEFINITION

Le solde intermédiaire de gestion **Résultat Courant Avant Impôt (RCAI)** est obtenu à partir du **Résultat**

d'Exploitation (REX) en lui soustrayant ou ajoutant :

* les opérations en commun, qui enregistrent la part (excédentaire ou déficitaire) revenant à la société de Groupements d'Intérêt Economique, de Sociétés de Participation ou autres groupements d'entreprise ;

* les charges et produits financiers.

FORMULE

En pourcentage

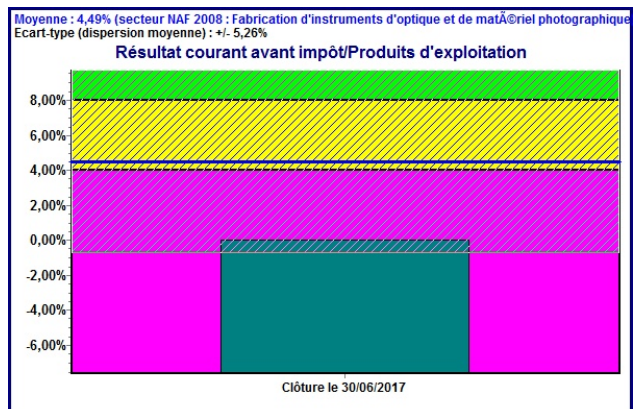
$(\text{Résultat d'exploitation} +/- \text{Opérations en commun} + \text{Produits financiers} - \text{Charges financière}) / \text{Produits d'exploitation} * 100$

$(GG + (GH - GI) + (GP - GU)) / FR * 100$

ECHELLE D'APPRECIATION

Supérieur à 20%	Excellent
Entre 12% et 20%	Bon
Entre 5% et 12%	Moyen
Entre 2% et 5%	Médiocre
Entre 0 et 2%	Mauvais
Inférieur à 0%	Très mauvais

Avant-dernier indicateur de rentabilité avant prise en compte des événements exceptionnels, le taux de **résultat courant/Produits d'exploitation** s'avère **très défavorable**, s'établissant à -7,6%.



LE RESULTAT DE L'EXERCICE

DEFINITION

Le résultat de l'exercice est calculé en complétant le résultat courant avant impôt sur les sociétés par :

* le résultat exceptionnel (- charges exceptionnelles + produits exceptionnels) ;

- * les plus ou moins-values sur cession d'éléments d'actif ;
- * la participation des salariés ;
- * l'impôt sur les sociétés.

Ce résultat est disponible, en fonction des décisions qui seront prises par les associés ou actionnaires, pour :

- * alimenter les réserves légales et statutaires ;
- * verser des dividendes ;
- * incorporer le solde aux réserves diverses et reports à nouveau.

Les mises en réserve légales, statutaires et diverses contribuent avec les diverses dotations aux amortissements et aux provisions à l'autofinancement de l'entreprise. Cet autofinancement est à maximiser afin de couvrir au mieux les besoins générés par les investissements (de renouvellement ou de développement), par les remboursements de financements, et par la croissance du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

Lorsqu'il y a des pertes, leur valeur négative, enregistrée dans une rubrique "report à nouveau", vient dégrader les fonds propres et la situation nette. Ce report à nouveau négatif a vocation à être résorbé lors d'exercices ultérieurs bénéficiaires.

FORMULE

En pourcentage

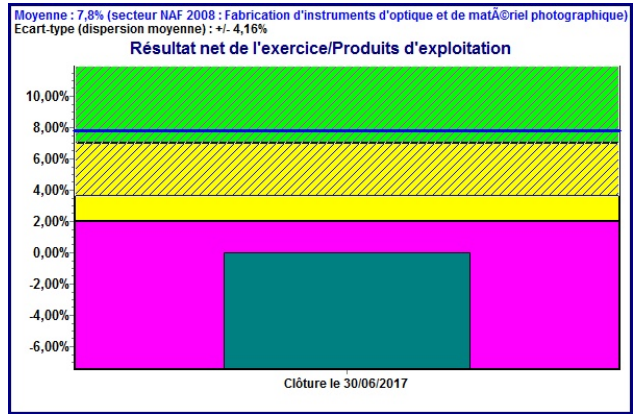
Bénéfice ou perte de l'exercice / Produits d'exploitation * 100

HN / FR * 100

ECHELLE D'APPRECIATION

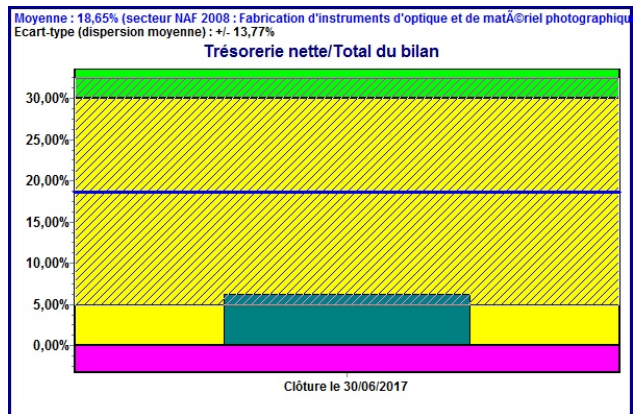
Supérieur à 8%	Excellent
Entre 4% et 8%	Bon
Entre 2% et 4%	Moyen
Entre 0 et 2%	Médiocre
Entre -5% et 0%	Mauvais
Inférieur à -5%	Très mauvais

Ultime indicateur de la rentabilité, le **taux de Résultat de l'exercice/Produits d'exploitation** est **très défavorable**, à un niveau de -7,4%.



3.4 - STRUCTURE GLOBALE DU BILAN, TRÉSORERIE ET SOLVABILITÉ

La **trésorerie nette** représente 6,2% du total du bilan. Elle s'avère donc **légèrement excédentaire**.



Cette trésorerie nette (et par voie de conséquence la solvabilité de l'entreprise) est la résultante de la formule fondamentale suivante :

Agrégats	2017 (EUR)	% du total du bilan
(+) Fonds de roulement	296 583	63,9%
(-) Besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)	274 630	59,2%
(-) Besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRH)	-7 057	-1,5%
(=) Trésorerie Nette	29 010	6,2%
Total du bilan	464 267	100,0%

Nous observons donc dans cette structure de bilan que la trésorerie nette, **légèrement excédentaire**, est induite par un **fonds de roulement (FR) exceptionnellement positif** supérieur au **besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) extrêmement pénalisant**.

Il apparaît au surplus un **besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRH), très légèrement négatif**, qui contribue à renforcer la trésorerie nette à hauteur de -1,5% du total du bilan.

Il est à noter par ailleurs que le BFRE représente 56,1% des produits d'exploitation, ce qui s'avère **tout à fait excessif**. Il est analysé en détail plus loin.

3.5 - COMPOSANTES À LONG-MOYEN TERME DU BILAN : LE FONDS DE ROULEMENT (FR)

DEFINITION

Le fonds de roulement, caractéristique de l'équilibre à long terme du "haut du bilan", est composé :

1. (+) **au passif, des capitaux permanents** comportant eux-mêmes trois sous-ensembles :

* les fonds propres : le capital social et les bénéfices des exercices précédents mis en réserves, plus ou moins le report à nouveau, complétés par le résultat (bénéfice ou perte) de l'exercice ;

* les quasi fonds propres : comptes courants d'associés bloqués à long terme, primes et subventions d'équipement, provisions, emprunts obligataires ou garantis et prêts participatifs, éventuellement des comptes d'associés bloqués ;

* les emprunts à long et moyen terme non garantis.

2. (-) **à l'actif, des immobilisations nettes après amortissements**, qui comportent trois catégories :

* les immobilisations incorporelles (frais d'établissement, fonds de commerce, recherche et développement, brevets...);

* les immobilisations corporelles (terrains, constructions, machines, matériels de transport, mobilier de bureau...);

* les immobilisations financières (cautions, participations dans des filiales...).

Le fonds de roulement est une des composantes de la solvabilité, la deuxième étant constituée par les besoins en fonds de roulement, en conservant à l'esprit la formule fondamentale :

Trésorerie = Fonds de roulement - Besoins en fonds de roulement

L'orthodoxie bancaire rend souhaitable, sauf exception, un fonds de roulement positif.

NB : voir aussi les définitions des besoins en fonds de roulement (d'exploitation et hors exploitation), et de la trésorerie nette.

FORMULE

En pourcentage

*(Capitaux permanents – Immobilisations nettes) / Total du bilan * 100*

*(DL + DO + DR – (BJ – BJ)) / EE * 100*

ECHELLE D'APPRECIATION

Supérieur à 30% Excellent

Entre 15% et 30%	Bon
Entre -0,5% et 15%	Moyen
Entre -20% et -0,5%	Médiocre
Entre -35% et -20%	Mauvais
En-deçà de -35%	Très mauvais

Le **fonds de roulement (FR)** constitue l'assise à moyen-long terme de l'entreprise.

Il s'avère ici **exceptionnellement positif**, représentant 63,9% du total du bilan.

NB : les éléments du FR étudiés s'appuient sur leur valeur à la date de clôture de l'exercice. Il faut toujours garder à l'esprit qu'ils sont parfois sujets à de fortes fluctuations (investissements en cours, bénéfices en instances d'affectation, comptes courants d'associés ou emprunts en voie de remboursement ou de consolidation à long moyen terme). Il convient donc de relativiser le sens et la portée des commentaires que les chiffres bruts sont susceptibles d'induire.

Composantes du fonds de roulement (FR)	2017 (EUR)	% du total du bilan
<i>(+) Ressources à long terme : composantes accroissant (améliorant) le FR</i>		
<i>(+) Capital appelé</i>	0	0,0%
<i>(+) Réserves légales, statutaires et diverses</i>	179 802	38,7%
<i>(+) Report à nouveau</i>	0	0,0%
<i>(-) Report à nouveau et résultat non distribué négatifs</i>	-31 765	-6,8%
<i>(+) Résultat non distribué</i>	-36 443	-7,8%
<i>(+) Dettes à long et moyen terme</i>	183 847	39,6%
<i>(-) Emplois à long terme : composantes réduisant (dégradant) le FR</i>		
<i>(-) Immobilisations totales nettes</i>	30 623	6,6%
<i>dont Immobilisations corporelles</i>	29 892	6,4%
<i>dont Immobilisations financières</i>	731	0,2%
<i>(=) Fonds de roulement</i>	296 583	63,9%
<i>Total du bilan</i>	464 267	100,0%

Il convient de noter les points spécifiques suivants :

TAUX DE DILUTION DES CAPITAUX PROPRES

DEFINITION

Dans une perspective d'alerte, il s'agit ici de mesurer l'éventuelle dégradation des fonds propres due à des pertes engendrées dans le passé et lors de l'exercice considéré.

Ces pertes sont constituées du solde, s'il est négatif :

* du report à nouveau, représentant lorsqu'il est négatif le cumul des pertes sur exercices antérieurs qui n'ont pas encore été résorbées par des bénéfices ;

* du résultat non distribué du dernier exercice clôturé.

Elles viennent dégrader les réels fonds propres composés :

* du capital social appelé (la partie non appelée pouvant le moment venu rétablir tout ou partie de la situation) ;

* des primes d'émission, représentatives d'un bonus obtenu par l'entreprise par l'écart entre la valeur nominale de l'action ou de la part, et le prix effectivement payé par le bénéficiaire ;

* les écarts de réévaluation (suite à une opération assez exceptionnelle permettant d'enregistrer la survaleur d'immobilisations corporelles ou financières) ;

* les réserves légales, statutaires et diverses constituées par rétention de tout ou partie des résultats bénéficiaires dans le passé.

NB : la loi prévoit que, si les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes cumulées, l'assemblée générale des actionnaires ou des associés doit statuer sur une éventuelle dissolution anticipée de la société. Le capital social retenu est le capital nominal, qu'il soit libéré ou non. Les capitaux propres incluent, outre les éléments énoncés ci-dessus, les subventions d'investissement et les provisions réglementées. Par prudence, nous n'avons pas retenu ici ces deux dernières catégories dont la pérennité n'est parfois pas réellement assurée.

NB : voir aussi la définition du Taux de perte du capital nominal.

FORMULE

En pourcentage

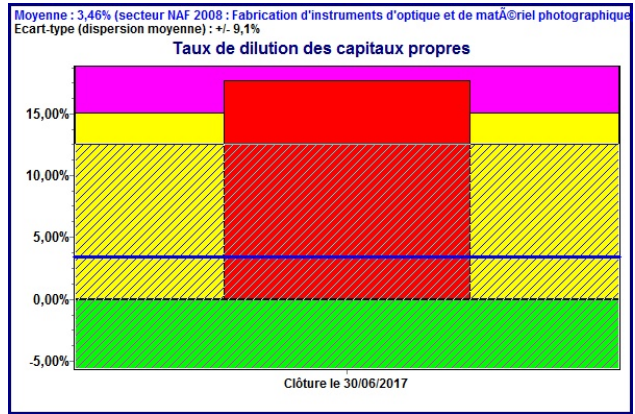
$((\text{Report à nouveau} + \text{Résultat de l'exercice}) \text{ si négatif}) / ((\text{Capital social ou individuel} - \text{Capital souscrit non appelé}) + \text{Réserves}) * 100$

$((\text{DH} + \text{DI}) \text{ si négatif}) / ((\text{DA} - \text{AA}) + \text{DB} + \text{DC} + \text{DD} + \text{DE} + \text{DF} + \text{DG}) * 100$

ECHELLE D'APPRECIATION

Excellent	Inférieur à 2%
Bon	Entre 2 et 5%
Moyen	Entre 5 et 15 %
Médiocre	Entre 15 et 30%
Mauvais	Entre 30 et 45%
Très mauvais	Au-delà de 45%

On remarquera en 2017 un **taux de dilution des capitaux propres** de 17,7%, révélant une **détérioration inquiétante**.



POIDS RELATIF DU HAUT ET DU BAS DU BILAN

DEFINITION

Certaines entreprises peuvent parfois être fragilisées par une hypertrophie relative du bas de leur bilan.

Cela signifie que les immobilisations et/ou les capitaux permanents sont faibles ou très faibles par rapport aux stocks et crédits clients ou fournisseurs (principales composantes du Besoin en fonds de roulement).

Une telle situation engendre une certaine fragilité du bilan, car le haut du bilan ne pourra pas répondre facilement à une déformation excessive du bas du bilan (en particulier un gonflement sensible du Besoin en fonds de roulement d'exploitation dû à la croissance), ou à des pertes d'exploitation significatives.

Il s'agit d'un déséquilibre qui renforce le risque d'insolvabilité. Il peut être révélateur de plusieurs facteurs possibles (et parfois de leur action simultanée), et plus particulièrement :

** l'activité de l'entreprise est faiblement capitalistique, à faible "ticket d'entrée", car les investissements nécessaires pour y opérer sont minimales (par exemple certaines activités du tertiaire par opposition aux industries) ; ce qui a souvent pour conséquence le risque de voir apparaître des concurrents attirés par la faible barrière financière à l'entrée avec les conséquences négatives pour le volume des ventes et la pression sur les marges et la rentabilité.*

** l'entreprise produit ou distribue des biens/services de forte valeur, qui engendrent des masses importantes de stocks, de crédits clients et crédits fournisseurs. La conséquence néfaste en est le risque de voir s'accroître ces masses par une exigence croissante des clients ou des fournisseurs en matière de délais de règlement.*

La mesure de la faiblesse relative du haut du bilan par rapport au bas du bilan contribue donc à apprécier la fragilité de l'entreprise, et son risque d'insolvabilité.

Inversement, un haut de bilan puissant est révélateur d'une activité "capitalistique", nécessitant notamment des équipements lourds et/ou le financement par des capitaux permanents d'un important Besoin en fonds de roulement d'exploitation. Une fois la structure financière convenablement financée et équilibrée, les risques de déstabilisation sont donc moins élevés. Encore faut-il parvenir à réunir et maintenir les financements de cet équilibre...

Ce concept de poids relatif entre le haut et le bas du bilan est utilement complété par celui de poids du bilan par rapport à l'exploitation traité par ailleurs (voir la définition de l'indicateur "Total du bilan/Produits d'exploitation").

NB 1 : les immobilisations financées par crédit-bail sont habituellement inscrites HORS BILAN. Quand l'information est disponible, elles sont ici réintégréées au bilan pour donner toute sa signification à ce ratio.

NB 2 : il peut se faire que le haut de bilan comporte d'importants actifs ou capitaux permanents NON NECESSAIRES A L'EXPLOITATION (tels que des terrains et immeubles non indispensables à l'activité principale, ou des participations financières). Il convient dans ce cas de nuancer l'appréciation d'un haut de bilan puissant. On pourra même envisager une analyse économique en extrayant ces composantes non directement liées au coeur de métier de l'entreprise.

Le ratio traité ici est égal à la valeur maximale entre les immobilisations nettes et les capitaux permanents, rapportée au total du bilan.

FORMULE

En pourcentage

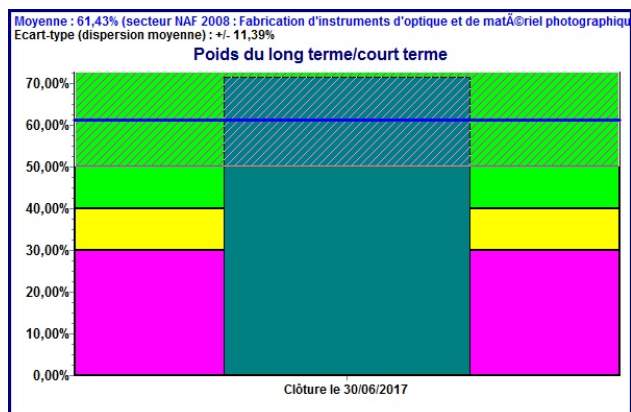
$(\text{Max (Actif immobilisé net ; Capitaux permanents)}) / \text{Total du bilan} * 100$

$\text{Max ((BJ - BK)) / EE} * 100$

ECHELLE D'APPRECIATION

Supérieur à 60%	Excellent
Entre 40% et 60%	Bon
Entre 30% et 40%	Moyen
Entre 15% et 30%	Médiocre
Entre 5% et 15%	Mauvais
En-deçà de 5%	Très mauvais

Il apparaît que le poids des éléments à long terme (capitaux permanents et/ou immobilisations) est très puissant par rapport au court terme, puisqu'il représente 71,5% du total du bilan.



LA CAPACITE D'ENDETTEMENT

DEFINITION

Le taux d'endettement à long et moyen terme est égal au rapport entre les emprunts à long et moyen terme et la somme des capitaux propres et des quasi fonds propres (ces derniers incluant les emprunts obligataires).

L'orthodoxie prudentielle bancaire a tendance à exiger qu'il soit maintenu inférieur à 100% : cela signifie qu'il faut au moins 100 euros de capitaux propres pour 100 euros d'emprunts.

NB : Ce facteur est très sensible à l'éventuelle dégradation des capitaux propres due à des pertes cumulées. Ainsi, des dettes à long-moyen terme de 500 au regard de fonds propres de 1 000 établissent ce ratio au niveau raisonnable de 50%. Si les pertes se sont cumulées à hauteur de 800, ramenant les fonds propres à 200, le taux d'endettement atteint le niveau intrinsèquement irréaliste de $500 / 200 = 250\%$.

De manière ultime, si ces pertes cumulées dépassent les capitaux propres et quasi fonds propres, ces derniers deviennent négatifs, et rendent dès lors ce facteur non significatif (NS) parce qu'impossible à calculer (le dénominateur de la formule étant négatif).

FORMULE

En pourcentage

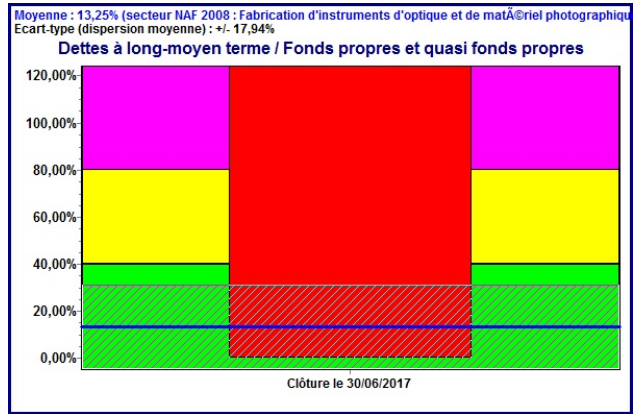
((Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit - Concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banque) + (Emprunts et dettes financières divers - Emprunts participatifs) + (Engagements de crédit-bail mobilier et immobilier) + tout ou partie des comptes d'associés retraités à long terme) / (Capitaux propres + Autres fonds propres + Emprunts obligataires convertibles + Autres emprunts obligataires) * 100

((DU - EH) + (DV - EI) + (YU + YR) + tout ou partie de VI) / (DL + DO + DS + DT) * 100

ECHELLE D'APPRECIATION

Excellent	Inférieur à 30%
Bon	Entre 30 et 50%
Moyen	Entre 50 et 80%
Médiocre	Entre 80 et 120%
Mauvais	Entre 120 et 200%
Très mauvais	Au-delà de 200%

Le **taux d'endettement à long-moyen terme** est quant à lui **taux d'endettement assez significatif** en 2017, à 124,2% des fonds propres et quasi-fonds propres. La situation est donc à cet égard extrêmement tendue.



3.6 - COMPOSANTES À COURT TERME DU BILAN : LE BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (BFRE)

LE BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION (BFRE)

DEFINITION

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation révèle la structure du "bas du bilan", et regroupe tous les éléments à court terme générés par l'exploitation.

Il est égal à la différence entre :

(+) les actifs circulants d'exploitation récurrents qui accroissent ce BFRE, puisque l'entreprise doit en supporter le financement :

* les stocks de matières premières, d'en-cours et de produits finis ;

* les avances sur achats exigés par les fournisseurs d'exploitation (mais pas les avances aux fournisseurs d'immobilisations, qui sont comptabilisées dans les immobilisations) ;

* les crédits accordés aux clients (leurs règlements différés).

(-) les dettes à court terme d'exploitation, qui peuvent être analysées comme un financement de l'entreprise par ses divers partenaires d'exploitation, et qui comportent :

* les avances versées par les clients ;

* les crédits consentis par les fournisseurs ;

* les dettes diverses d'exploitation (liées à la TVA collectée sur les ventes, aux charges sociales, aux congés payés...).

Si le besoin en fonds de roulement d'exploitation est POSITIF, les postes de ressources à court terme d'exploitation (crédits fournisseurs, avances clients et divers) ne suffisent pas à couvrir les actifs circulants d'exploitation (stocks, crédits clients, avances fournisseurs et divers). Il sera d'autant plus fort que les stocks sont lourds, que les clients payent tard, et que les achats aux fournisseurs sont faibles, et payés rapidement. Tout ceci caractérise plus particulièrement les entreprises industrielles, à long cycle d'exploitation et/ou à forte valeur ajoutée.

Si le besoin en fonds de roulement d'exploitation est NEGATIF, les dettes d'exploitation au passif sont supérieures aux emplois d'exploitation à l'actif. Dans ce cas, le "besoin négatif" devient une véritable offre de capitaux générée par le court terme d'exploitation, qui contribue à améliorer la trésorerie.

Chaque composante du BFRE (stocks, avances et crédits clients, avances et dettes fournisseurs...) a une tendance naturelle à s'accroître **PROPORTIONNELLEMENT** au volume d'activité. La conséquence en est que, globalement, le BFRE a lui-même tendance à suivre ce gonflement proportionnel.

Ainsi, un BFRE structurellement positif croît proportionnellement à la croissance, et dégrade d'autant la situation de trésorerie. A l'opposé, la croissance appliquée à un BFRE négatif a un effet d'amélioration mécanique de la trésorerie.

Dans le cas où le besoin en fonds de roulement d'exploitation est structurellement positif, il faut idéalement pour maintenir l'équilibre en cas de croissance que sa dégradation, et donc celle de la trésorerie, puisse être compensée :

** soit par un autofinancement de valeur identique ;*

** soit par l'injection de nouveaux capitaux permanents, et plus particulièrement de capitaux propres (augmentation de capital, ou de quasi fonds propres).*

Enfin, comme il est expliqué dans les définitions concernant la structure globale du bilan, il faut se souvenir que le besoin en fonds de roulement généré par l'exploitation en bas du bilan "dialogue" avec le fonds de roulement en haut du bilan. De ce dialogue résulte la trésorerie structurelle du bilan.

C'est en travaillant sur ce dialogue haut de bilan/bas de bilan, long terme/court terme, que l'on peut progressivement se rapprocher d'un équilibre satisfaisant.

Le ratio BFRE/Produits d'exploitation exprime le taux de proportionnalité selon lequel la croissance agira sur l'évolution du BFRE.

NB : voir aussi les définitions du BFRE / Total du bilan et du BFRH / Total du bilan, ainsi que Fonds de roulement et Trésorerie nette.

FORMULE

En pourcentage

*((Stocks + Avances et acomptes versés sur achats + Clients et comptes rattachés) - (Avances et acomptes reçus sur commandes en cours + Dettes fournisseurs et comptes rattachés + Dettes fiscales et sociales + Dettes diverses d'exploitation)) / Produits d'exploitation * 360*

*((BL - BM) + (BN - BO) + (BP - BQ) + (BR - BS) + (BT - BU) + (BV - BW) + (BX - BY)) - (DW + DX + DY + EA)) / FR * 100*

NB : dans un souci prudentiel de mesure d'un Besoin en fonds de roulement d'exploitation composé de seuls éléments récurrents, plusieurs postes de créances et dettes à court terme pouvant se révéler non récurrents ont été inclus dans le Besoin en fonds de roulement Hors Exploitation (cf. la définition) :

Autres créances (BZ - CA)

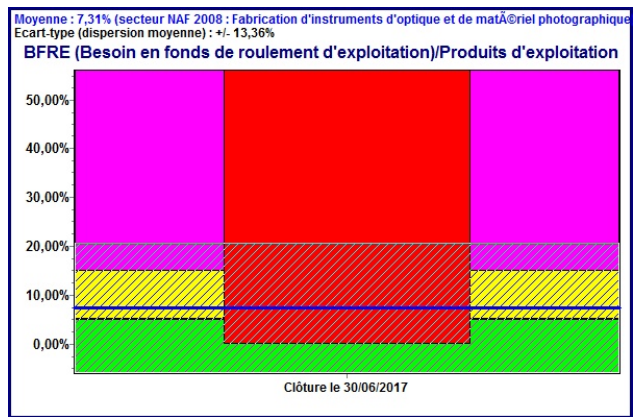
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (DZ)

Produits constatés d'avance (EB)

ECHELLE D'APPRECIATION

Inférieur à -15%	Excellent
Entre -15% et -5%	Bon
Entre -5% et 15%	Moyen
Entre 15% et 30%	Médiocre
Entre 30% et 45%	Mauvais
Supérieur à 45%	Très mauvais

Le **besoin en fonds de roulement d'exploitation** peut constituer un élément crucial pour l'entreprise : la croissance ou la régression du volume d'activité a un impact proportionnel sur le BFRE, et en conséquence sur la trésorerie de l'entreprise - c'est-à-dire sa solvabilité. Le BFRE s'établit ici à 56,1% des produits d'exploitation : il est **tout à fait excessif**. Il est en outre **extrêmement pénalisant** par rapport au total du bilan, puisqu'il en représente 59,2%.



Composantes du besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)	2017 % du total du bilan - Valeur en jours - Appréciation
<i>(+) Emplois à court terme : composantes accroissant (dégradant) le BFRE</i>	
<i>(+) Rotation du stock global / Produits d'exploitation</i>	46,2% 157,75 j. d'une lenteur exceptionnelle
<i>(+) Durée moyenne d'avances fournisseurs/Achats TTC</i>	2,2% 13,11 j. très faible
<i>(+) Délai moyen de règlements clients/Chiffre d'affaires TTC</i>	25,8% 76,7 j. sortant significativement des normes, ce qui peut être très pénalisant pour le BFR et son évolution
<i>(+) Poids des charges constatées d'avance et créances diverses</i>	3,4% 11,7 j. assez modéré
<i>(-) Ressources à court terme : composantes réduisant (améliorant) le BFRE</i>	
<i>(-) Durée moyenne d'avances clients/Chiffre d'affaires TTC/Achats TTC</i>	0,1% 0,33 j. quasi imperceptible
<i>(-) Délai moyen de règlements fournisseurs/Achats TTC</i>	5,2% 31,9 j. relativement rapide, ne contribuant que modérément à l'amélioration du BFR
<i>(-) Poids des dettes fiscales et sociales</i>	9,6% 32,85 j. très mesurées
<i>(=) Besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)</i>	59,2% extrêmement pénalisant

NB : les éléments du BFRE étudiés s'appuient sur leur valeur à la date de clôture de l'exercice. Il faut toujours garder à l'esprit qu'ils sont parfois sujets à de fortes fluctuations (saisonnalité, avance ou retard dans certaines livraisons, facturations ou règlements). Il convient donc de relativiser le sens et la portée des commentaires que les chiffres bruts sont susceptibles d'induire.

Relevons les facteurs auxquels le BFRE est ici plus particulièrement sensible.

>> **Emplois d'exploitation contribuant à alourdir le BFRE**

ROTATION DES STOCKS

DEFINITION

La rotation des stocks est un indicateur-clé de l'agilité de l'entreprise à ajuster ses process internes aux variations de la demande du marché.

Les organisations logistiques en "flux tendus" ou "juste à temps" tendent à maximiser cette rotation, ce qui présente divers avantages tels que :

- * minimiser le poids des stocks à financer ;*
- * réduire la sensibilité du BFR à la croissance de l'activité ;*
- * s'exposer au risque de l'obsolescence du stock du fait de son vieillissement.*

Il se peut cependant que les stocks et leur rotation soient justifiés par le secteur d'activité ou leur nature (par exemple : sensibilité au cours de certaines matières premières, biens quasi immobilisés tels que la cave d'un restaurant étoilé...).

FORMULE

En jours

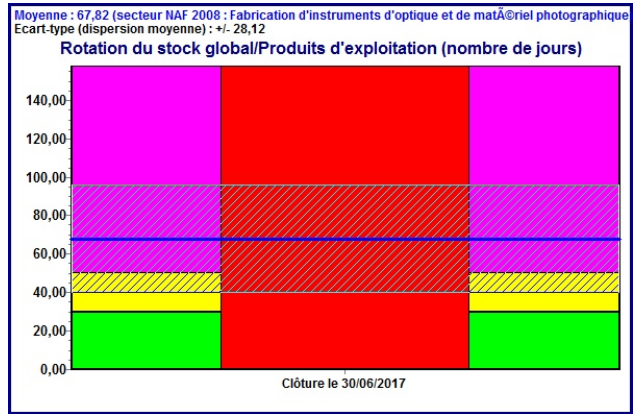
*(Stocks nets de provisions de Matières premières et approvisionnements, d'en cours de production, de produits intermédiaires et finis, de marchandises) / Produits d'exploitation HT * 360*

$$((BL - BM) + (BN - BO) + (BP - BQ) + (BR - BS) + (BT - BU)) / FR * 360$$

ECHELLE D'APPRECIATION

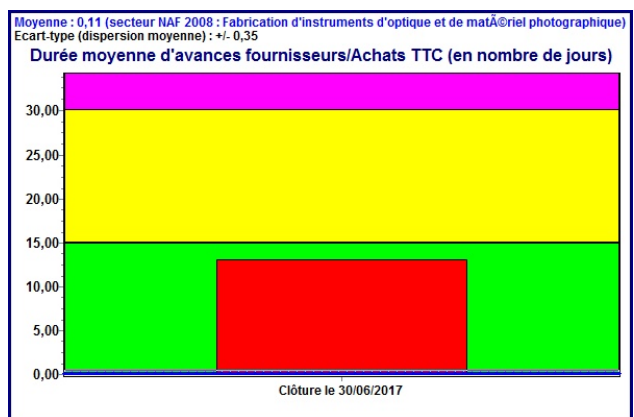
<i>Inférieur à 20 jours</i>	<i>Excellent</i>
<i>Entre 20 et 35 jours</i>	<i>Bon</i>
<i>Entre 35 et 50 jours</i>	<i>Moyen</i>
<i>Entre 50 et 100 jours</i>	<i>Médiocre</i>
<i>Entre 100 et 250 jours</i>	<i>Mauvais</i>
<i>Supérieur à 250 jours</i>	<i>Très mauvais</i>

La rotation du stock global/Produits d'exploitation apparaît en 2017 d'une lenteur exceptionnelle, avec 157,7 jours d'activité.



LES AVANCES FOURNISSEURS

Notons un alourdissement du BFRE dû à 13,1 jours d'avances fournisseurs/Achats TTC, anticipation de règlement qui apparaît très faible.



LE CREDIT CLIENTS

DEFINITION

Les délais de règlement par les clients peuvent engendrer des besoins de financement considérables. Il faut les suivre au plus près.

Ces délais sont notamment influencés par :

** le choix des types de clients (les grandes entreprises et les administrations payent souvent plus tard que les PME ou les particuliers), et les capacités de négociation de l'entreprise (par exemple, la position de sous-traitant minimise le plus souvent ces capacités) ;*

** les capacités de négociation avec les clients (les commerciaux enlèvent souvent des affaires en consentant des délais de règlements plus larges) ;*

** l'organisation administrative interne de la facturation (des retards d'établissement et d'envoi de factures engendrent des retards de règlement) ;*

** la mise en place d'un système de suivi et de relance des règlements pour minimiser leurs retards ;*

** des événements externes ralentissant les flux de livraisons et de courrier (conditions climatiques, grèves...).*

Il faut noter que le "crédit inter-entreprises" source de ces délais tend à être réduit par la volonté des pouvoirs publics.

NB 1 : ce ratio n'a tout son sens que s'il y a eu réintégration du portefeuille de créances clients portées à l'escompte non échues, l'affacturage, ou toute autre forme de financement des créances clients.

NB 2 : voir aussi la définition de la Durée moyenne d'avances clients / Chiffre d'affaires TTC.

NB 3 : il importe de rappeler que les créances et avances clients sont enregistrées au bilan TVA incluse.

FORMULE

En nombre de jours

(Clients et comptes rattachés + Effets portés à l'escompte et non échus) / (Chiffre d'affaires HT + TVA collectée) * 360

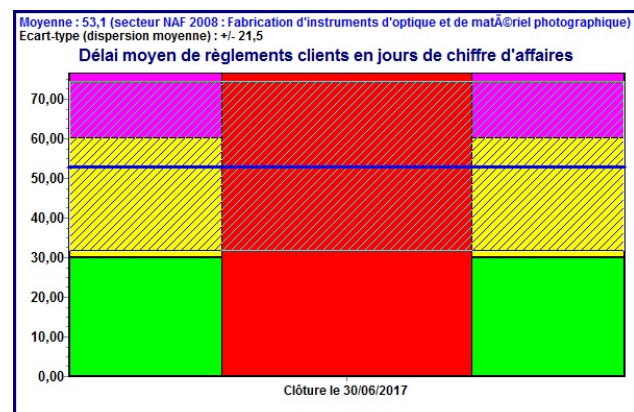
$((BX - BY) + YS) / (FL + YY) * 360$

NB : lorsque le montant de la TVA collectée n'est pas disponible dans l'annexe 11, une estimation en est calculée sur la base du taux de TVA normal courant.

ECHELLE D'APPRECIATION

Inférieur à 10 jours	Excellent
Entre 10 et 45 jours	Bon
Entre 45 et 75 jours	Moyen
Entre 75 et 90 jours	Médiocre
Entre 90 et 120 jours	Mauvais
Supérieur à 120 jours	Très mauvais

Le délai moyen de règlements clients/Chiffre d'affaires TTC de 76,7 jours d'activité, peut être considéré comme **sortant significativement des normes, ce qui peut être très pénalisant pour le BFR et son évolution.**



NB : il convient cependant de noter que les **Créances clients mobilisées** sont ici nulles, ce qui pourrait provenir d'une lacune dans la fourniture des informations correspondantes (en particulier dans l'annexe 11). S'il se confirmait que l'entreprise a effectivement recours à une forme ou une autre de refinancement des créances d'exploitation (escompte, affacturage, crédit global d'exploitation, Daily...), il conviendrait de

fournir la valeur moyenne de ces crédits pour apprécier plus justement l'encours clients, et par voie de conséquence le poids du BFRE.

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE ET CREANCES DIVERSES

DEFINITION

Les charges constatées d'avance correspondent à des achats de biens ou de services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement, par exemple :

- * la quote-part des assurances couvrant une période ultérieure à la clôture de l'exercice ;
- * des loyers payés d'avance ;
- * des contrats de maintenance ;
- * des abonnements ou cotisations.

Ces créances viennent en déduction des charges supportées et enregistrées de manière anticipée.

FORMULE

En nombre de jours d'exploitation

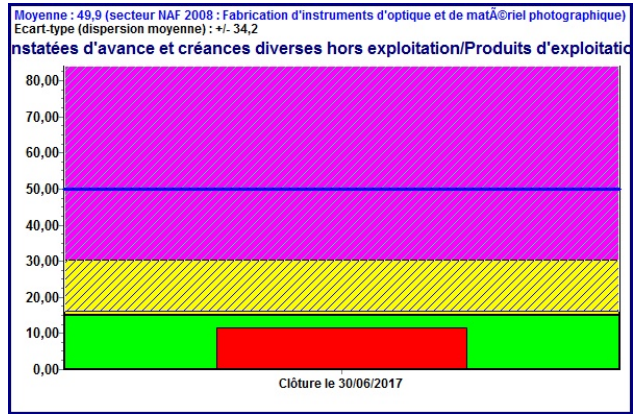
(Charges constatées d'avance + éventuellement : Charges à répartir sur plusieurs exercices, Frais d'émission d'emprunts à étaler, Pimes de remboursement des obligations, Ecart de conversion) / Produits d'exploitation * 360

$$((CN - CI) + (CL + CW + CM + (CN - ED))) / FR * 360$$

ECHELLE D'APPRECIATION

Très mauvais	Au-delà de 120 jours
Mauvais	Entre 90 et 120 jours
Médiocre	Entre 50 et 90 jours
Bon	Entre 40 et 50 jours
Moyen	Entre 20 et 40 jours
Médiocre	Entre 15 et 20 jours
Mauvais	Entre 10 et 15 jours
Très mauvais	En-deçà de 10 jours

Enfin, s'agissant toujours de l'alourdissement du BFRE, les 11,7 jours de **charges constatées d'avance et créances diverses** par rapport aux produits d'exploitation sont à un niveau **assez modéré**.



>> Ressources d'exploitation contribuant à minimiser le BFRE

LE CREDIT FOURNISSEURS

DEFINITION

Comme expliqué dans l'indicateur *Dettes fournisseurs / Total du bilan*, et symétriquement au crédit clients, les délais de règlement consentis par les fournisseurs d'exploitation peuvent induire une ressource intéressante pour l'entreprise (en se gardant toutefois du risque d'en abuser).

Des délais de règlement rapides ne sont pas très favorables en ce sens qu'ils ne contribuent donc guère au financement de l'activité et à la réduction du BFR. Ils peuvent néanmoins se justifier s'ils permettent en contrepartie d'obtenir des conditions plus favorables (prix, délais de livraison...).

Inversement, des délais très longs négociés et pérennes seront favorables à la réduction du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

Ainsi, pour aller dans le bon sens, l'accroissement du financement par le crédit fournisseurs peut être obtenu par :

- * la négociation d'un allongement des délais de règlement officiellement consentis par les fournisseurs (éventuellement amplifiés par des retards sur ces règlements que l'entreprise s'autoriserait par rapport à ces délais contractuels) ;

- * le développement de l'activité commerciale : un accroissement des volumes d'achats peut renforcer les capacités de négociation vis-à-vis des fournisseurs, notamment sur les délais de règlement.

La tendance étant à la réduction du crédit inter-entreprises, les activités s'appuyant sur un financement fournisseurs significatif sont susceptibles d'avoir à leur substituer d'autres ressources à court ou long terme.

NB 1 : il convient de rappeler que les délais de règlement des investissements (*Dettes sur immobilisations et comptes rattachés*) ne sont pas pris en compte ici.

NB 2 : voir aussi la définition du *Durée moyenne d'avances fournisseurs / Achats TTC*.

FORMULE

En nombre de jours

$(\text{Dettes fournisseurs et comptes rattachés}) / (\text{Achats HT} + \text{TVA déductible}) * 360$

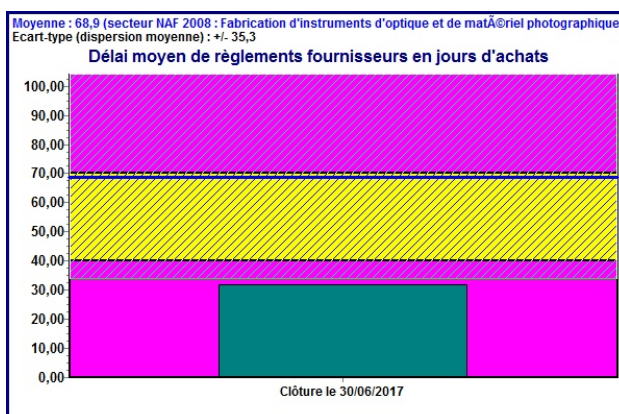
$\text{DX} / (\text{FS} + \text{FU} + \text{FW} + \text{YZ}) * 360$

NB : lorsque le montant de la TVA déductible n'est pas disponible dans l'annexe 11, une estimation en est calculée sur la base du taux de TVA normal courant.

ECHELLE D'APPRECIATION

Au-delà de 90 jours	Délais particulièrement élevés, très au-delà des normes (financement "précaire" du BFR)
Entre 70 et 90 jours	Délais assez élevés, sensiblement au-delà des normes (financement "précaire" du BFR)
Entre 40 et 70 jours	Délais assez conforme aux normes
Entre 30 et 40 jours	Règlements assez rapides, privant l'entreprise d'un financement légitime du BFR
Entre 5 et 30 jours	Règlements très rapides, privant l'entreprise d'un financement légitime du BFR
En-deçà de 5 jours	Règlements quasi-comptant, privant l'entreprise d'un financement légitime du BFR

Le délai moyen de règlements fournisseurs/Achats TTC s'établit à 31,9 jours d'achats, s'avérant **relativement rapide, ne contribuant que modérément à l'amélioration du BFR** : il ne contribue donc que modérément à financer le cycle d'exploitation.



POIDS DES DETTES FISCALES ET SOCIALES

DEFINITION

Les dettes sociales et fiscales comprennent principalement :

- * les rémunérations dues au personnel, en particulier les provisions pour congés payés ;
- * les cotisations dues à la sécurité sociale et autres organismes sociaux ;
- * la TVA collectée sur les ventes à reverser, et divers impôts d'exploitation à payer (hors impôt sur les sociétés).

Un allongement très significatif des délais de règlement de la part de l'entreprise est en général l'indice d'une difficulté de l'entreprise à faire face à ses besoins de trésorerie. Des délais excessifs

peuvent être révélateurs d'une négociation de report de paiement avec les organismes sociaux et fiscaux.

Ces dettes sociales et fiscales contribuent à la réduction du Besoin en fonds de roulement d'exploitation, ce qui est en soi favorable. A contrario, des délais de règlement courts contribuent mal au financement de l'exploitation et de ses besoins en fonds de roulement.

FORMULE

En nombre de jours d'exploitation

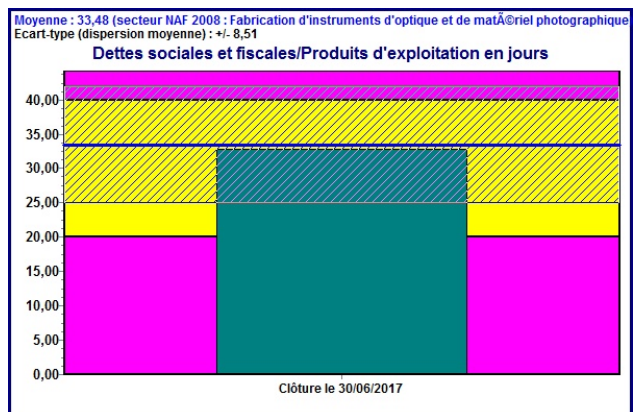
$(\text{Dettes sociales et fiscales}) / \text{Produits d'exploitation} * 360$

$DY / FR * 360$

ECHELLE D'APPRECIATION

Au-delà de 120 jours	Très mauvais
Entre 90 et 120 jours	Mauvais
Entre 50 et 90 jours	Médiocre
Entre 20 et 50 jours	Correct
Entre 5 et 20 jours	Faible
En-deçà de 5 jours	Très peu contributeur

Le poids des dettes fiscales et sociales représente 32,9 jours de produits d'exploitation, ce que l'on peut considérer comme **très mesurées**.



4. JUSTIFICATION DE LA NOTE DES CRITERES D'APPRECIATION DE LA SITUATION DE L'ENTREPRISE












Pour chaque exercice couvert par cette analyse sont présentées ici les notes attribuées à chacun des trois piliers, compte tenu de l'appréciation des indicateurs qui les composent.

REDONDANCES : certains indicateurs interviennent dans l'appréciation de critères différents (par exemple, un taux d'endettement élevé impacte négativement tant la robustesse que la solvabilité).

Clôture du 30/06/2017 :





La rentabilité est assez problématique (note : 2,17/10) :
























La note de ce critère de rentabilité globale apprécie tant la rentabilité de l'exploitation que celle des capitaux engagés dans l'entreprise.

















	Taux de charges (ou produits si négatif) financiers/EBE	353,9%	supérieur à l'EBE, ce qui est difficilement supportable
	Résultat de l'exercice/Fonds propres	-21,5%	extrêmement défavorable pour les actionnaires ou associés
	Résultat de l'exercice/Fonds propres et quasi fonds propres	-21,5%	extrêmement défavorable pour les associés
	Résultat non distribué/Fonds propres et quasi fonds propres	-21,5%	extrêmement défavorable au développement de l'entreprise
	Résultat courant avant impôt/Produits d'exploitation	-7,6%	très défavorable
	Résultat d'exploitation/Produits d'exploitation	-7,1%	très défavorable
	Excédent brut d'exploitation/Produits d'exploitation	0,1%	presque nul
	Capacité d'autofinancement/Produits d'exploitation	-0,9%	très légèrement négatif
	Capacité d'autofinancement/Capitaux propres	-2,9%	très légèrement négatif
	Résultat net de l'exercice/Produits d'exploitation	-7,4%	très défavorable
	Taux de charges (ou produits si négatif) financiers/Produits d'exploitation	0,5%	niveau de charges et produits financiers très anecdotique


La solvabilité est extrêmement inquiétante (note : 2,44/10) :

Ce critère mesure les facteurs susceptibles de dégrader ou de renforcer les capacités de l'entreprise à faire face à ses obligations de règlement.







	Taux de charges (ou produits si négatif) financiers/EBE	353,9%	supérieur à l'EBE, ce qui est difficilement supportable
	Actifs d'exploitation totaux/Total du bilan	74,1%	excessivement lourd à porter
	BFRE (Besoin en fonds de roulement d'exploitation)/Produits d'exploitation	56,1%	tout à fait excessif
	Résultat de l'exercice/Fonds propres	-21,5%	extrêmement défavorable pour les actionnaires ou associés























	Résultat de l'exercice/Fonds propres et quasi fonds propres	-21,5%	extrêmement défavorable pour les associés
	Résultat non distribué/Fonds propres et quasi fonds propres	-21,5%	extrêmement défavorable au développement de l'entreprise
	BFRE (Besoin en fonds de roulement d'exploitation)/Total du bilan	59,2%	extrêmement pénalisant
	Délai moyen de règlements clients en jours de chiffre d'affaires	76,7 jours	sortant significativement des normes, ce qui peut être très pénalisant pour le BFR et son évolution
	Stocks globaux/Total du bilan	46,2%	extrêmement significatif
	Délai moyen de règlements clients net des avances clients en jours de chiffre d'affaires	76,4 jours	sortant significativement des normes, ce qui peut être très pénalisant pour le BFR et son évolution
	Dettes à long-moyen terme / Fonds propres et quasi fonds propres	124,2%	taux d'endettement assez significatif
	Rotation du stock global/Produits d'exploitation (nombre de jours)	157,7 jours	d'une lenteur exceptionnelle
	Délai moyen de règlements fournisseurs net des avances fournisseurs en jours d'achats	18,8 jours	assez court, ne contribuant que très faiblement à l'amélioration du BFR
	Dettes à long-moyen terme nettes de la trésorerie excédentaire / Fonds propres et quasi fonds propres	104,6%	taux d'endettement net de trésorerie très significatif
	Dettes fournisseurs diminuées des avances fournisseurs/Total du bilan	3,1%	ressource insignifiante
	Capacité d'autofinancement/Produits d'exploitation	-0,9%	très légèrement négatif
	Excédent brut d'exploitation/Produits d'exploitation	0,1%	pratiquement nul
	Dettes fournisseurs/Total du bilan	5,2%	ressource insignifiante
	Dettes à long et moyen terme/Total du bilan	39,6%	contribution au financement structurel extrêmement puissante, au risque du surendettement
	Délai moyen de règlements fournisseurs en jours d'achats	31,9 jours	relativement rapide, ne contribuant que modérément à l'amélioration du BFR
	Résultat courant avant impôt/Produits d'exploitation	-7,6%	très défavorable
	Créances clients non mobilisées et mobilisées/Total du bilan	25,8%	très significatif
	Créances clients non mobilisées et mobilisées diminuées des avances clients/Total du bilan	25,7%	très significatif
	Résultat d'exploitation/Produits d'exploitation	-7,1%	très défavorable
	Taux de charges (ou produits si négatif) financiers/Produits d'exploitation	0,5%	niveau de charges et produits financiers très anecdotique
	Durée moyenne d'avances fournisseurs/Achats TTC (en nombre de jours)	13,1 jours	très faible
	Capacité d'autofinancement/Capitaux propres	-2,9%	très légèrement négatif
	Dettes sociales et fiscales/Total du bilan	9,6%	insignifiante

	Trésorerie nette/Produits d'exploitation	5,9%	légèrement excédentaire
	Avances fournisseurs/Total du bilan	2,2%	très anecdotiques, sans impact significatif sur le BFR
	Avances clients/Total du bilan	0,1%	une contribution quasi nulle à l'allègement du Besoin en fonds de roulement d'exploitation
	Durée moyenne d'avances clients/Chiffre d'affaires TTC (en nombre de jours)	0,3 jour	quasi imperceptible
	Trésorerie Actif moins Passif retraitée du BFRE négatif/Total du bilan	6,2%	légèrement excédentaire
	Trésorerie nette/Total du bilan	6,2%	légèrement excédentaire
	Résultat net de l'exercice/Produits d'exploitation	-7,4%	très défavorable
	BFRH (Besoin en fonds de roulement hors exploitation) négatif/Total du bilan	-1,5%	très légèrement négatif
	Produits constatés d'avance et dettes diverses hors exploitation/Produits d'exploitation (en jours)	16,9 jours	relativement acceptable
	Dettes sociales et fiscales/Produits d'exploitation en jours	32,9 jours	très mesurées
	Total du bilan/Produits d'exploitation	94,9%	relativement solide
	Dettes d'exploitation totales/Total du bilan	15%	significatif
	Produits constatés d'avance et dettes diverses hors exploitation/Total du bilan	4,9%	quasi nulles
	Capitaux permanents totaux/Total du bilan	71,5%	assez massifs
	Immobilisations totales/Total du bilan	6,6%	assez faible
	Fonds de roulement/Total du bilan	63,9%	exceptionnellement positif

 **La robustesse est assez délicate (note : 4,42/10) :**

Il s'agit d'apprécier la solidité de l'entreprise, sous l'angle du poids du long terme et de l'intensité capitalistique (fonds propres, immobilisations), ou de l'importance des financements par l'exploitation (crédit fournisseurs, avances clients) ; il intègre à l'opposé les facteurs susceptibles de déstabiliser l'entreprise (puissante exploitation s'appuyant sur un bilan fragile, endettement trop lourd).

	Taux de charges (ou produits si négatif) financiers/EBE	353,9%	supérieur à l'EBE, ce qui est difficilement supportable
	Actifs d'exploitation totaux/Total du bilan	74,1%	excessivement lourd à porter
	BFRE (Besoin en fonds de roulement d'exploitation)/Produits d'exploitation	56,1%	tout à fait excessif
	BFRE (Besoin en fonds de roulement d'exploitation)/Total du bilan	59,2%	extrêmement pénalisant
	Capacité d'autofinancement/Capitaux propres	-2,9%	très légèrement négatif
	Capacité d'autofinancement/Produits d'exploitation	-0,9%	très légèrement négatif

	Dettes à long-moyen terme / Fonds propres et quasi fonds propres	124,2%	taux d'endettement assez significatif
	Dettes à long-moyen terme nettes de la trésorerie excédentaire / Fonds propres et quasi fonds propres	104,6%	taux d'endettement net de trésorerie très significatif
	Dettes fournisseurs diminuées des avances fournisseurs/Total du bilan	3,1%	ressource insignifiante
	Dettes fournisseurs/Total du bilan	5,2%	ressource insignifiante
	Résultat d'exploitation/Produits d'exploitation	-7,1%	très défavorable
	Dettes à long et moyen terme/Total du bilan	39,6%	contribution au financement structurel extrêmement puissante, au risque du surendettement
	Créances clients non mobilisées et mobilisées/Total du bilan	25,8%	très significatif
	Taux de dilution des capitaux propres	17,7%	détérioration inquiétante
	Capacité d'autofinancement/Total du bilan	-0,9%	clairement négative
	Délai possible de remboursement des DLMT (en années)	NS	impossible à calculer
	Délai possible de remboursement des DLMT nettes de trésorerie excédentaire (en années)	NS	impossible à calculer
	Trésorerie nette/Produits d'exploitation	5,9%	légèrement excédentaire
	Total du bilan/Produits d'exploitation	94,9%	relativement solide
	Trésorerie Actif moins Passif retraitée du BFRE négatif/Total du bilan	6,2%	légèrement excédentaire
	Trésorerie nette/Total du bilan	6,2%	légèrement excédentaire
	Dettes d'exploitation totales/Total du bilan	15%	significatif
	Poids du long terme/court terme	71,5%	très puissant
	Capitaux propres/Total du bilan	31,9%	assez consistant
	Capitaux propres et quasi fonds propres/Total du bilan	31,9%	assez consistant
	Fonds de roulement/Total du bilan	63,9%	exceptionnellement positif
	Capitaux permanents totaux/Total du bilan	71,5%	assez massifs
	Immobilisations totales/Total du bilan	6,6%	assez faible

5. A PROPOS DE NOTA-PME

www.nota-pme.com

NOTA-PME SAS a été fondée en 2009 dans la continuité d'ORDIMEGA créée en 1986 par Patrick Sénicourt (1). Ces deux entreprises concrétisent dans leurs logiciels et mettent à disposition du plus grand nombre sa longue expérience dans le domaine de la stratégie et de la finance entrepreneuriale :

- Docteur en gestion, il a mené une longue carrière d'enseignant-chercheur-entrepreneur à l'ESCP-Europe, où il a notamment lancé en précurseur dès 1977 les formations à l'entrepreneuriat, et soutenu une thèse de doctorat à Dauphine en 1979 : « Stratégie financière des nouvelles entreprises » qui a constitué le socle conceptuel des logiciels développés par la suite ;
- Il est administrateur de l'AEI (Académie de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation : www.entrepreneuriat.com), dont il est l'un des cofondateurs en 1999, qui regroupe les enseignants-chercheurs du champ de l'entrepreneuriat ;
- Membre de plusieurs associations professionnelles (DFCG, CNCEF, Centre des Professions Financières, Financement Participatif France...), il est plus particulièrement contributeur dans le cadre de la CCEF (Compagnie des Conseils Experts Financiers : www.ccef.net), participant actif dans les Commissions Financement- Développement, et Transmission-Évaluation ;
- Ses travaux et logiciels sont labellisés par la Pôle de compétitivité mondial Finance Innovation, et ont été lauréats du Concours Eureka décerné par l'Ordre des Experts-comptables des meilleurs logiciels « Mention Conseil » pour les cabinets d'expertise comptable ;
- Il a écrit de nombreux articles sur le sujet, accessibles sur : www.nota-pme.com/Analyse-financiere-notation-scoring-evaluation-prevention-difficultes-financement-entreprise/Societe-Ecosysteme/Publications

Ces deux sociétés sœurs NOTA-PME et ORDIMEGA se définissent comme des organismes de notation algorithmique. Elles sont exclusivement focalisées sur la conception, le développement et la diffusion de méthodes et de logiciels de mesure de la performance financière des TPE-PME (même si ces outils peuvent être parfaitement appliqués à de plus grandes entreprises).

Sous Windows, les logiciels PREFACE d'ORDIMEGA prennent en charge l'analyse financière, le diagnostic, la notation, le prévisionnel et la valorisation de l'entreprise sur la base des comptes annuels, éventuellement complétés et retraités par l'utilisateur dans une logique d'analyse de sensibilité et de simulation. Ces logiciels institutionnels sont notamment utilisés par près de la moitié des Chambres de commerce et d'industrie, par des collectivités territoriales, par des experts-comptables, des conseils en fusion-acquisition.

En s'alimentant du « big data » des liasses fiscales publiées, l'option très puissante OBS (Observatoire du Benchmarking géo-Sectoriel) permet de mener de manière très visuelle des analyses macro-économiques et des ciblage comparatifs.

NOTA-PME est en fait la version SaaS (Software as a Service) des logiciels PREFACE, dont elle partage la même plateforme, bénéficiant ainsi de l'expérience accumulée sur longue période.

Grâce à son accessibilité sur Internet et un paiement à l'unité, elle élargit sa diffusion en permettant à la TPE-PME et à ses conseils d'accéder directement aux algorithmes de notation, aux analyses et à la valorisation de l'entreprise, y compris en toute confidentialité si le dirigeant ne souhaite pas publier ses comptes.

(1) LinkedIn : www.linkedin.com/in/patrick-senicourt-160851ba/